



PLAN DE SYNTHÈSE

- I. Le Mot du Président
- II. Introduction
- III. Missions du Conseil de la HAPA
- IV. Activités de la HAPA

a- **Etude et contrôle du fonctionnement des medias :**

- 1- Les medias audiovisuels
- 2- La presse écrite
- 3- La presse électronique
- 4- Les institutions de diffusion audiovisuelle et de distribution de la presse
- 5- La publicité et les abonnements
- 6- Les organisations, associations et regroupements syndicaux et professionnels
- 7- Les problèmes structurels communs aux medias nationaux

b- **Renforcement des capacités des Medias :**

La régulation : Concept et éléments déterminants,
Vulgarisation des textes juridiques régissant le secteur de la Communication ;
Techniques d'animation des débats radiotélévisés ;
Rôle des médias en période électorale ;
Médias et civismes électoral ;
Liberté et responsabilité du journaliste ;
Nature et exigences de la mission de service public ;
La transition vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT) ;
Aide publique à la presse privée ;

c- **Activités de régulation :**

Sensibilisation aux enjeux de la régulations ;
Promotion de l'autorégulation ;
Respect du pluralisme et de la diversité ;

1- *Pluralisme des Medias ;*

- a- Première génération de Licences ;
- b- Deuxième génération de Licences

2- *Pluralisme et diversité de l'Information ;*

- a- Concertation, encadrement et orientation ;
- b- Contrôle du pluralisme et de la diversité dans les médias ;





Pluralisme et diversité de l'expression

Respect de la diversité culturelle

Décompte du temps de diffusion des Télévisions privées ;

Décompte du d'antenne consacré aux informations et aux programmes ;

3- Régulation du champ médiatique en période électorale ;

a- L'étape pré-électorale ;

b- L'étape de la couverture électorale ;

Au cours des Elections Présidentielles ;

a- Les moyens d'information publics ;

- Selon le temps d'antenne ;

- Selon la nature des programmes ;

b- Les moyens d'information privés commerciaux ;

- Selon la part de chaque candidat ;

Pendant les élections législatives et municipales ;

a- Les moyens d'information publics ;

b- Les moyens d'information privés ;

1- Les chaînes de télévision privées ;

2- Les radios privées ;

- Les tranches payantes ;

- Les des partis politiques n'ayant pas participé aux élections ;

4- Contribution au règlement des conflits dans le secteur ;

5- Mesures disciplinaires ;

V- Renforcement des capacités internes de l'Institution ;

a- Elaboration d'une Etude organisationnelle ;

b- Une ambition pour les ressources humaines

c- Acquisition d'un dispositif moderne de monitoring des medias ;

d- Acquisition d'un nouveau siège pour la HAPA

VI- ACTIVITES DE COMMUNICATION ;

a- Edition du bulletin spécial de la HAPA ;

b- Lancement du Site WEB de la HAPA ;

c- Autres canaux institutionnels et médiatiques de communication ;

VII- COOPERATION ;

a- Une coopération nationale renforcée ;

b- Vers un pool de régulateurs mauritaniens ;

c- Une présence active au niveau régional et international ;

d- Election de la Mauritanie à la Présidence du Réseau des Instances de Régulation du pourtour de la Méditerranée ;

VIII- CONCLUSION





1

MOT DU PRÉSIDENT





I. LE MOT DU PRÉSIDENT

Notre Institution qui fêtera bientôt son dixième anniversaire traverse aujourd'hui une phase décisive de sa courte histoire, celle de la libéralisation de l'audiovisuel.

La naissance de nouvelles chaînes de Radios et Télévisions indépendantes des pouvoirs publics et des formations politiques est une nouvelle donne qui a déjà marqué positivement notre paysage médiatique. La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a accompagné avec ouverture d'esprit et vigilance, ces changements profonds, et leur impact considérable sur le paysage audiovisuel mauritanien. Nous devons aussi savoir faire face aux défis technologiques d'aujourd'hui, celui de la convergence numérique en particulier qui remet en cause bien des idées reçues, qui brise les murs de séparation entre les différents secteurs de la communication et qui exige des réponses nouvelles à des phénomènes nouveaux et souvent fort complexes.

Pour faire face à tous ces défis, nous devons jouer pleinement le rôle qui est le nôtre :

Nous estimons, à la HAPA, qu'il nous incombe de préserver notre mission d'encadrement et de perfectionnement éthique et moral des journalistes et de les accompagner dans leur quête de liberté, de savoir-faire et de développement et pour que s'approfondisse leur expérience professionnelle et leur sens de déontologie. Cette ambition, nous le savons, ne saurait se réaliser concrètement que dans le cadre d'un partenariat actif, qui nous liera, en tant que régulateurs, à tous les acteurs du champ médiatique. Ce sera, nous en sommes conscients, à travers la concertation, la sensibilisation et la formation que nous parviendrons à donner à la presse nationale les "ailes qui lui manquent pour prendre son véritable envol" : pour plus de professionnalisme, plus d'éthique journalistique, plus d'engagement démocratique citoyen, plus de liberté, plus de responsabilité.



Justement, cette dualité entre liberté et responsabilité en matière d'information mérite aujourd'hui une pause de réflexion articulée autour d'un questionnement sur l'éthique professionnelle des médias et les dangers que peuvent encourir des populations innocentes du fait d'un usage abusif du droit d'informer ; En cela, la liberté de la presse, indispensable à tout moment, ne devra souffrir d'aucune restriction. Toutefois, le journaliste se doit, à chaque fois, de mesurer de manière consciente et responsable, tout impact que son message pourrait avoir sur la sécurité des personnes et des biens, sur la sauvegarde de la démocratie ou de l'intérêt supérieur de la Nation. Cette responsabilité du journaliste s'apprécie à travers sa pratique du métier, notamment en cas de crise, en période électorale ou dans la couverture de conflits armés. Le journaliste responsable doit-il se réfugier derrière le droit à l'information et à l'expression pour distiller des informations de nature à rouvrir les plaies, alourdir les souffrances et aggraver



les fractures sociales ? En dehors de toute obligation légale, sa conscience, sa culture, son sens humain, intellectuel et moral, tout comme la recherche et la préservation de l'intérêt général qui fondent sa profession, ne doivent-ils pas lui dicter la bonne conduite à tenir, celle qui sert le bien-être de l'humanité toute entière ? Autant de questions qui méritent médiation et discussions.

En effet, nous traversons aujourd'hui, une période bien particulière, où des nations entières sont détruites, où des pays sombrent dans l'anarchie et la violence, où la haine et la guerre civile sont parfois attisées par des idéologies liberticides, portées par des mouvements dont l'action méconnaît les frontières.

Il est évident que cette situation impose pour les journalistes de se poser de nouvelles questions. Comment travailler dans le respect le plus strict des règles du métier quand les risques encourus sont si graves ? Peut-on informer tout en gardant son âme ? Comment rester fidèle à la règle sacro-sainte de la bonne foi, tout en refusant à sacrifier les intérêts nationaux ? Comment refléter l'avis de chaque partie sans tomber dans les travers de la propagande ? Peut-on concilier liberté de presse et responsabilité du journaliste ? Comment protéger ses sources sans être complice des criminels ? Comment écouter et transmettre sans servir de boîte à lettres pour les extrémistes ? En pareille situation, l'autorégulation et l'écoute attentive de la conscience sont les meilleurs moyens pour adopter un comportement responsable et professionnel des journalistes dans l'exercice de leur noble profession.

La HAPA s'attèlera toujours à accompagner et à encadrer les médias nationaux dans leur quête de liberté, d'indépendance, mais aussi de professionnalisme et de respect des principes de déontologie.

Nous avons déjà emprunté les marches qui

devront nous mener aux objectifs que nous nous sommes assignés. La HAPA s'est d'abord penchée sur elle-même. Nous avons entrepris une série d'ateliers internes pour permettre à nos cadres de mieux s'approprier les principes qui sous tendent notre action et de la législation qui la fonde. Des membres du Conseil et des cadres de la HAPA ont mis leur compétence et leur expérience au service de leurs collègues et du personnel. Nous avons su partager ensemble nos idées, notre savoir-faire, notre force de proposition et créer par cela même une communion au sein de notre institution. C'est là un acquis important et que nous devons toujours préserver.

Face aux manquements aux règles déontologiques, nous avons longuement rencontré les dirigeants des médias, nous avons clairement mis les doigts sur les plaies, nous avons appelé les médias à respecter les règles du pluralisme et de la diversité ainsi que les principes éthiques du métier sans lesquels les libertés de presse et d'opinion risqueront bien d'être dévoyées de leurs véritables objectifs.

La HAPA s'est également investie dans la coopération internationale. Elle a en particulier participé activement aux rencontres du REFRAM, du RIARC, de l'IBRAF et du RIRM. Cet intérêt pour la coopération internationale a bien été apprécié par les membres du RIRM qui nous ont confié la présidence de cette importante organisation internationale.

Par ailleurs, et grâce à cette coopération, la HAPA s'est dotée d'un centre d'écoute et de suivi des médias qui nous a aidé grandement durant les élections et dans notre mission de régulation au quotidien.

Hamoud Ould M'hamed



INTRODUCTION

2



II. INTRODUCTION :

La régulation est une mission complexe qui consiste à arbitrer, en toute impartialité, le fonctionnement et le développement d'un secteur socio-économique en assurant l'équilibre entre les intérêts de ses différents acteurs et parties prenantes. Elle protège les droits des individus et des groupes, prévient les pratiques abusives et monopolistiques, et veille au respect des lois et des règles éthiques et déontologiques. Elle contribue à la bonne gouvernance, garantit la pluralité des opérateurs et gère leurs facteurs antagonistes pour répondre aux exigences de la libre concurrence et la faire exercer dans un contexte pluriel, organisé et transparent.

Indispensable au fonctionnement correct des secteurs clés du développement dans les sociétés libérales démocratiques, la régulation ne s'opère, généralement, pas sans difficultés. Les contraintes liées à son exercice dépendent de la nature du secteur régulé et de la qualité du cadre juridique qui le régit. Elle prend un caractère particulièrement délicat lorsqu'elle s'applique à un champ aussi compliqué que celui des médias.

En effet, le secteur médiatique est un domaine complexe caractérisé par d'inséparables antagonismes et paradoxes conceptuels qui lui donnent un caractère insaisissable et souvent sensible. Le métier du journalisme, par exemple, oppose la liberté de presse et son pendant, le droit à une information honnête et fiable.

Son exercice exige l'indispensable conciliation du droit à l'information et de la liberté d'expression avec d'autres droits et libertés de même valeur. Jumelant «liberté et responsabilité», il fait souvent appel à la conscience, et sa régulation nécessite des outils subjectifs qui ne sont pas toujours à la portée des régulateurs, car la responsabilité du journaliste ne découle pas seulement de la législation et des codes de déontologie. Elle émane surtout de la personnalité du journaliste, de sa conscience professionnelle, de sa culture et de sa compréhension des enjeux de la liberté et de l'impact de son action sur l'intérêt général et l'ordre public.

Aussi, le secteur de la communication connaît-il des mutations continues et une évolution rapide des technologies de l'information et de la communication, refusant les cloisons disciplinaires étanches et ignorant les frontières étatiques et juridiques. Depuis l'apparition de la fibre optique et de la réception satellitaire, les médias électroniques et les chaînes transnationales inondent l'espace médiatique mondial et font fi du droit classique habitué à s'appliquer dans l'espace national, cadre naturel de la souveraineté des Etats.

Avec la succession vertigineuse des innovations technologiques, le phénomène de la convergence et le croisement inévitable des cadres juridiques, ce secteur, où le régulateur perd ses repères habituels, ne cesse de bouleverser les raisonnements juridiques traditionnels et de renverser l'ordre des espaces du droit, rendant obsolètes les concepts académiques rigides et les outils classiques de la régulation.

Naturellement, cette complexité du secteur de la communication est encore plus perceptible dans un contexte où le professionnalisme n'est pas de rigueur et où le droit n'occupe qu'une place secondaire dans la mentalité des acteurs du champ médiatique.

C'est le cas en Mauritanie, où les médias audiovisuels sont encore à leurs premiers balbutiements et où la presse est jeune et sans



grande qualification professionnelle. De même, l'environnement socioculturel dans lequel évoluent ces médias est dépourvu de toute tradition médiatique au sens professionnel du terme.

C'est dans un environnement d'une telle complexité que la HAPA a adopté, au cours de ces dernières années, une vision stratégique et méthodologique qui lui a permis de relever certains défis liés à la mise en œuvre de la première libéralisation du secteur de l'audiovisuel dans le pays.

Son souci premier était de réussir cette réforme d'une importance capitale pour la Mauritanie et pour l'enracinement des pratiques démocratiques dans le pays, sans vouloir systématiquement entacher le processus par des mesures pouvant pénaliser le développement du secteur.

Pour mieux accompagner la presse mauritanienne naissante et guider les premiers pas des opérateurs audiovisuels privés nés de la libéralisation du secteur dans le pays, la HAPA a modelé sa vision et adopté, comme le montrent ses activités de régulation consignées dans le présent rapport, une méthode fondée sur la prévision et l'adaptation de son action aux exigences de l'heure et du contexte, reléguant ainsi l'option disciplinaire au second rang, en vue de répondre aux besoins immédiats de l'environnement médiatique et social qui l'entoure.

Grâce à cette approche, les décisions de la HAPA et ses activités de régulation ont connu, durant ces dernières années, l'adhésion totale de la communauté médiatique. Elle a permis à la HAPA d'imposer dans la souplesse l'ouverture des médias à une expression pluraliste respectant la diversité culturelle et reflétant les courants de pensée et d'opinion.

Par ailleurs, la Haute Autorité ne s'est pas uniquement focalisée sur les arbitrages nés des comportements des entreprises et du public, mais elle a souvent agi avec vigilance et rigueur en vue de prévenir et de bannir les logiques fondées sur l'exclusion et la marginalisation, telles que le racisme, le tribalisme, la haine, l'esclavage, les stéréotypes liés au genre et les représentations susceptibles de porter préjudice à la cohésion nationale.

Forte du mandat qui lui est fixé par le Législateur, la HAPA a toujours agi en toute autonomie par rapport au pouvoir exécutif, mais également en toute impartialité en ce qui concerne la gestion du jeu politique en période électorale et non électorale.

Le présent bilan rend compte des activités de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel et présente la situation d'ensemble du paysage médiatique national et les efforts entrepris dans le domaine de sa régulation et de son développement.



MISSIONS

3





III. MISSIONS DU CONSEIL DE LA HAPA :

Le Conseil de la HAPA, composé de six membres dont le Président de l'Autorité, est l'instance de conception et d'orientation de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel. Au cours du présent mandat, le Conseil a tenu plusieurs sessions ordinaires et extraordinaires à la suite desquelles, il a pris d'importantes décisions et délibérations et réalisé les principales activités suivantes :

- Définir les orientations générales de l'Institution ;
- Préparer et lancer les Appels à manifestation d'intérêt pour la création de radios et télévisions ;
- Arrêter les budgets et les plans d'action annuels ;
- Assurer les missions de régulation des médias en période normale et électorale ;
- Mettre en œuvre les pouvoirs d'investigation et de contrôle de la Haute Autorité ;
- Soutenir les efforts de la Commission chargée du Fonds d'Aide publique à la Presse visant le renforcement des capacités des médias nationaux ;
- Superviser et valider l'enquête annuelle sur la situation des Medias ;
- Elaborer les rapports publics annuels de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel ;
- Adopter l'organigramme, le règlement intérieur, les plans de recrutement, les statuts, la grille de rémunération et les avantages du personnel ;
- Examiner et approuver les propositions de désignation des Directeurs Généraux des Médias de service publics ;
- Prononcer les sanctions en cas de manquements constatés aux dispositions législatives et réglementaires ou aux contenus des licences, autorisations et cahiers des charges ;
- Prononcer des décisions sur les différends qui lui sont soumis et procéder aux conciliations et règlements des litiges à l'amiable.



4

ACTIVITES :





IV. ACTIVITES DE LA HAPA :

A- Etudes et Contrôles du fonctionnement des Medias

Aux fins d'exécution de ses missions d'études et de contrôle, la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a régulièrement envoyé des équipes visiter les sièges et les installations des médias nationaux. Chaque année, les équipes de la HAPA consignent les résultats de leurs investigations dans un rapport annuel sur la situation des médias nationaux.

Les différents rapports de ces équipes ont permis à la HAPA de constater l'élargissement du champ des libertés, ce qui a d'ailleurs entraîné le classement de notre pays par nombre d'organisations internationales à la première place en matière de liberté de presse et d'opinion dans le monde arabe. Ces organisations ont également apprécié le renforcement de l'arsenal juridique soutenant la liberté de presse en Mauritanie.

L'enquête annuelle sur l'état des lieux de la

presse a enregistré une multiplication des entreprises de presse dont le nombre a atteint, en 2015, 251 entreprises comprenant :

- Deux opérateurs de service public éditant plusieurs services de communication audiovisuelle;
- 10 opérateurs de communication audiovisuelle privés commerciaux ;
- 37 journaux de la presse écrite;
- 144 sites d'information ;



- 43 journaux de la presse écrite privée disposant d'une édition électronique ;
- 15 organisations, syndicats et associations de journalistes.

1- Les Médias audiovisuels :

La communication audiovisuelle en Mauritanie a connu une richesse dans le contenu et un pluralisme de médias depuis la libéralisation de l'audiovisuel, ce qui fait qu'aujourd'hui 12 organes d'information nationaux diffusent sur l'ensemble du territoire :

- 2 Opérateurs de service public (Radio Mauritanie S.A. et TVM S.A.) éditant plusieurs services de communication audiovisuelle. Il y a lieu de souligner que malgré le changement de statut de ces deux établissements, devenus des sociétés anonymes de service public en vertu des dispositions de la loi 2010-045 relative à l'audiovisuel, elles n'ont pas encore signé le Cahier des Charges avec la HAPA, ni le Contrat - Programme avec le Gouvernement, deux documents que ladite loi prévoit expressément.
- 10 opérateurs privés de communication audiovisuelle dont 5 Radios et 5 Chaines de Télévisions (7 Opérateurs de la première et 3 de la seconde génération de licences). Ces sociétés privées naissantes connaissent encore des difficultés dont un manque notoire de professionnalisme et de moyens humains et financiers, ce qui limite leur capacité à honorer leurs engagements professionnels et techniques tels que définis dans leur

Cahier des Charge.

2- La presse écrite :

Après la visite effectuée en 2014 par exemple, par les services techniques de la HAPA au niveau des sièges des journaux, les 80 titres recensés disposent pour la plupart d'une édition sur support électronique.

Au cours de l'année 2015, il a été constaté une forte diminution dans l'édition des journaux en support papier aussi bien en ce qui concerne les quotidiens que les hebdomadaires qui avaient pendant longtemps veillé sur leur régulière parution. Il a également été constaté que 35 titres n'ont édité qu'un ou deux numéros en 2014 et 35 autres journaux ont cessé de paraître dont 5



en langue française. Certains titres de la presse écrite se sont limités à l'édition électronique au moment où d'autres ont changé de périodicité.

3- La presse électronique :

Au cours de ces dernières années, la presse électronique Mauritanienne a occupé une place prépondérante dans le paysage médiatique national grâce à sa capacité d'informer instantanément les visiteurs des sites devenant de fait l'une des principales sources d'information alimentant aussi bien les journaux, les chaînes de Radio que de Télévision.

De ce fait, les sites d'information ont connu au cours des années 2014 et 2015 une véritable explosion qui s'est traduite par l'existence de 187 sites électroniques dont 144 sont détenus individuellement et 43 appartenant à des journaux. Durant cette période, 23 sites ont fait pour la première fois leur apparition, d'autres ont cessé d'exister alors qu'un seul s'est transformé en journal électronique.

4- Les Institutions de Diffusion des programmes audiovisuels et de Distribution des journaux de la presse privée :

La Télédiffusion de Mauritanie (TDM.S.A) assure la diffusion des chaînes mauritaniennes publiques et privées sur satellite, et sur un réseau hertzien terrestre couvrant la majeure partie du pays. Les opérateurs privés diffusent leurs émissions audiovisuelles par le biais de l'internet.

Au niveau de la messagerie, l'agence 15/21 assure aujourd'hui l'activité de distribution de certains journaux de la presse privée, pratiquement dans le seul rayonnement de Nouakchott. La MAPECI s'est retirée du secteur pour limiter son activité à la distribution du journal «*Nouakchott-Info*» édité par son groupe de

presse. L'Agence Mauritanienne d'Information (AMI), qui dispose depuis 1975 d'un Département structuré de messagerie et d'abonnement, distribue dans la plupart des capitales régionales les quotidiens Chaab et Horizons et assure, à Nouakchott, un important service d'abonnés pour les administrations publiques et privées, les chancelleries et les organismes internationaux.

5- La publicité et les abonnements :

La publicité constitue l'un des apports financiers des plus importants pour la presse même si en Mauritanie ce marché est encore faible et son soutien aux médias est, pour le moment, négligeable. Les tarifs pratiqués ne sont régis par aucune règle professionnelle, les contrats de publicité et d'abonnement quand ils existent, ne répondent pas à des critères objectifs tels que l'audience du média, mais sont plutôt accordés par complaisance et à la tête du client.

Il est évident que cette situation nécessite l'organisation du secteur de la publicité de manière à asseoir les rapports transparents entre la presse et les annonceurs publics et privés sur des bases juridiques claires, solides et appropriées, qui tiennent compte des intérêts des deux parties mais aussi contribuent à enrainer davantage le professionnalisme et l'esprit d'indépendance au niveau des journalistes.

6- Les organisations, associations et regroupements syndicaux et professionnels des journalistes :

La prise de conscience de la nécessité d'organisation dans le cadre de regroupements des journalistes se développe de plus en plus au niveau du secteur aboutissant à la multiplication, ces dernières années, des associations et des



syndicats professionnels. Aujourd'hui, le nombre de ces organisations a atteint 15 regroupements comprenant des associations et des syndicats.

Le partenariat que la HAPA a établi avec ces organisations constitue une étape importante du processus d'encadrement et de professionnalisation des journalistes.

7- Problèmes structurels des médias nationaux

De manière générale les médias nationaux toutes filières confondues souffrent de problèmes structurels récurrents dont notamment :

- L'absence d'une vision stratégique au niveau des entreprises de presse,
- Le manque de viabilité économique, la faiblesse des capacités techniques et

opérationnelles et le déficit en moyens humains et financiers ;

- Le manque de qualification professionnelle des journalistes affectant la qualité de la collecte et du traitement de l'information ;
- L'apport dérisoire de la publicité,
- Une offre de programmes et des contenus de presse ne répondant pas aux attentes des différents publics ;
- L'irrégularité de la parution des journaux et une distribution de la presse centralisée à Nouakchott ;
- Les problèmes d'accès à l'information
- Retard dans la signature par les établissements de presse de service public du Cahier des Charges avec la HAPA et du Contrat - Programme avec le Gouvernement.

B- Renforcement des Capacités des Medias :

La HAPA, qui s'attèle à accompagner les médias nationaux dans leur développement, leur quête de liberté, d'indépendance, mais aussi de professionnalisme et de respect des textes en vigueur, a mis l'accent sur le renforcement du partenariat comme méthode participative et modèle novateur de régulation, adapté à la situation d'une presse naissante, vulnérable et sans grande expérience ni qualification professionnelle.

A travers ce partenariat, la HAPA a déclenché un processus continu de concertation et d'échanges avec les médias et leurs usagers pour établir une relation de confiance entre les différents acteurs dans le secteur, mais également pour identifier et satisfaire les besoins des organes d'information en appui. Il s'agissait aussi pour la Haute Autorité, d'accorder la priorité à l'encadrement des médias dans leur évolution vers une presse professionnelle capable d'assurer sa mission de service public dans le respect de l'intérêt général et des valeurs républicaines.

Consciente de l'importance du secteur médiatique, vital pour notre jeune démocratie, et attachée à la valorisation des ressources humaines par la qualification professionnelle, la HAPA a œuvré pour contribuer efficacement, à travers ce partenariat, à l'effort de sensibilisation, de formation, de professionnalisation et de modernisation des médias publics et privés.

Dans ce cadre la Haute Autorité a organisé au cours de ces dernières années, une série d'ateliers de formation, de colloques et de journées de sensibilisation, de concertation





et de réflexion au profit des journalistes, des responsables des médias, des syndicats et associations de journalistes, ainsi que les représentants de l'administration publique, des partis politiques et de la société civile.

Ces différents colloques et séminaires ont traité les thèmes suivants :

La régulation : Concept et éléments déterminants

Au cours des journées de formation et de réflexion organisées sur ce thème, l'accent a été mis sur l'importance de la création d'autorités de régulation dans les processus de libéralisation. Ces instances régulatrices, qui traduisent la volonté politique de répondre aux exigences de la liberté d'expression au niveau des médias en préservant d'une part, la libre concurrence entre les opérateurs et d'autre part, les droits des individus et des groupes, imposent aux médias le respect des principes fondamentaux de la régulation : l'indépendance, la crédibilité, l'impartialité, la transparence, l'équité, la responsabilité, etc.

Ces formations ont développé le rôle de l'action régulatrice dans une société à démocratie pluraliste pour garantir la diversité des opérateurs et la gestion des équilibres délicats. Les objectifs de la régulation visant à protéger les droits et à prévenir les pratiques abusives et monopolistiques, ont particulièrement été développés et vulgarisés auprès des journalistes, des responsables des médias et des différents acteurs du secteur.

Vulgarisation des textes juridiques régissant le secteur de la communication

Pour mieux faire connaître les dispositions légales régissant le secteur de la communication, la HAPA a organisé, plusieurs journées de réflexion sur les textes régissant le secteur, notamment la loi sur la liberté de la presse, la loi 045-2010 du 26 juillet 2010 relative à la communication audiovisuelle et la loi n° 026-2008 instituant la Haute Autorité de la Presse et de l'audiovisuel.

Les participants ont approfondi leur connaissance des dispositions qui régissent la profession du journaliste et les fondements juridiques de la liberté de presse et d'expression dont ils jouissent. Ils ont discuté des dispositions consacrant le droit à l'information et à l'expression, le pluralisme et le libre développement des médias écrits et audiovisuels.

Les journalistes ont apprécié cette législation considérée parmi les plus avancées du Continent et qui a institué le régime de la déclaration au lieu de l'autorisation en matière de presse et dépenalisé les délits de presse en muant les peines privatives de liberté en sanctions plus adaptées. Mieux, la loi n° 2010-045 du 26 Juillet 2010 édicte dans une disposition inédite que « toute ambiguïté dans le texte et toute disposition qui porte à confusion doivent être interprétées en faveur de la liberté d'expression ».

Les journalistes et acteurs du secteur se sont appesantis sur les dispositions qui définissent, pour la première fois dans le pays, le cadre juridique de la communication audiovisuelle, soumettant les opérateurs privés à trois régimes juridiques ; ceux de la licence, de l'autorisation et de la déclaration. Ils ont amélioré leur compréhension du nouveau régime juridique auquel sont soumis les opérateurs publics

de communication audiovisuelle. Ils ont été largement informés sur les dispositions créant et organisant la HAPA et fixant ses missions et les mécanismes de son action.

Les journalistes et les responsables des médias publics ont été sensibilisés sur les exigences de la transformation de leurs organes de presse en médias de service public et ont discuté de leurs nouvelles missions liées notamment à l'obligation de respecter le droit du citoyen à l'information et à l'expression, la diversité culturelle et linguistique du pays, et de diffuser des programmes qui reflètent équitablement la diversité des courants de pensée et d'opinions.

Techniques d'animation des débats radiotélévisés

La Haute autorité de la presse et de l'audiovisuel a organisé au profit de jeunes journalistes de la région du Maghreb (des mauritaniens, des algériens, des marocains et des tunisiens) des formations sur les techniques d'animation de débats radiotélévisés.

Dans ce cadre les participants ont été formés sur la production de programmes audiovisuels, notamment la préparation et l'animation des débats en direct sur les antennes de la radio et de la télévision. Ils ont été informés également



sur le rôle de la radio dans le nouvel espace médiatique, sur les techniques de régulation et sur les missions et les expériences des instances de régulation dans les pays du Maghreb Arabe.

Des travaux pratiques ont permis aux participants de renforcer leurs compétences professionnelles et d'enrichir leur connaissance des techniques d'animation de débats radiotélévisés dans l'ensemble de leurs aspects théoriques et pratiques.

Rôle des médias en période électorale

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel, a centré son action au cours de ces deux dernières années marquées par plusieurs échéances électorales sur la vulgarisation et la sensibilisation autour du rôle des médias en période d'élections. Ainsi, elle a organisé des journées qui ont rassemblé des experts nationaux et internationaux, des journalistes et acteurs des médias, ainsi que des représentants de la CENI, de partis politiques et d'organisations de la société civile.

Les participants à ces rencontres ont été largement sensibilisés sur les dispositions du code électoral mauritanien, les techniques de couverture médiatique des périodes électorales, l'expérience de la Mauritanie et de certains pays de la sous-région en matière de régulation des médias au cours des campagnes électorales. L'accent a été mis sur les exigences de neutralité, de professionnalisme, de pluralisme des courants de pensée et d'opinion et de l'accès équitable de tous les partis et acteurs politiques aux médias.

Autour d'une même table, les journalistes, les responsables des médias et les acteurs politiques



et de la société civile ont discuté du rôle crucial joué par les médias, en période électorale, comme témoins neutres et observateurs attentifs des scrutins. Cette mission qui soumet les médias à l'obligation de respecter les valeurs d'équité et d'impartialité ainsi que le pluralisme de l'information et de l'expression, a contribué pleinement à la transparence et à la crédibilité des élections de 2013 et 2014.

A l'issue de ces formations, les journalistes et les responsables de médias se sont engagés à assurer un accès équitable des partis politiques à leurs organes d'information et à respecter les règles légales et professionnelles notamment en période électorale.

Médias et civisme électoral

Pour encourager la presse à éclairer les citoyens sur les valeurs démocratiques et républicaines

et à diffuser une culture civique électorale en informant de manière objective et en incitant les électeurs à participer aux consultations électorales et à choisir en toute conscience leurs représentants, la HAPA a organisé plusieurs journées de réflexion sur le civisme électoral et le rôle de la presse dans la diffusion d'une culture citoyenne et démocratique.

Ces rencontres ont permis de sensibiliser les acteurs du secteur médiatique à la législation nationale relative aux élections et au rôle qu'ils doivent jouer dans la transparence des scrutins, l'éveil civique et électoral, et l'éducation démocratique et citoyenne.

Les participants ont débattu de la responsabilité du journaliste et reconnu son devoir de préserver la paix sociale et l'unité nationale en toute circonstance et notamment dans ces moments de tensions et de chaudes rivalités. Les



formations ont accordé une attention particulière aux techniques de reportages professionnels et aux effets de la rumeur en période électorale.

Ces rencontres organisées par la Haute Autorité ont vu la présence de nombreuses hautes personnalités, dont des Ministres, des membres du corps diplomatique, des partenaires au développement, des Présidents d'autorités de régulation, des membres de la CENI et des Présidents et représentants de partis politiques et d'organisations de la société civile.

Liberté et responsabilité du journaliste

Dans le cadre de l'accompagnement des médias, la HAPA a organisé des colloques et des journées de concertation et de réflexion sur la responsabilité du journaliste et la dualité « liberté-responsabilité ». Ces activités sont intervenues à un moment crucial de l'expérience de notre jeune presse dans la couverture du conflit armé qui sévissait en 2012 au Nord Mali. En réponse aux exigences de ce contexte sous-régional agité, ces rencontres ont aidé à l'encadrement

des médias dans leurs aspirations à la liberté, à l'indépendance et au respect des règles éthiques et professionnelles en périodes exceptionnelles, et contribué à la formation des journalistes aux techniques de couverture médiatique des conflits armés. Elles ont contribué à améliorer les connaissances des journalistes et responsables des médias sur les exigences et les règles d'une couverture professionnelle des conflits armés et des périodes exceptionnelles. Les acteurs du secteur médiatique ont été sensibilisés sur la responsabilité du journaliste dans ses rapports avec les parties en conflit et sur l'importance de la régulation et de l'autorégulation dans la prévention des abus et des risques que peuvent encourir des populations civiles présentes à proximité des foyers de tensions.

Les séances de sensibilisation ont suscité de profonds débats couvrant l'ensemble des aspects théoriques et pratiques liés au thème « liberté et responsabilité du journaliste ». Au cours de leurs discussions, les participants ont salué l'organisation de ces journées de réflexion



« à un moment où la sous-région connaît un conflit armé dont les ravages s'amplifiaient tout près de nos frontières ». Ils ont conclu que ce genre de situations exceptionnelles interpelle la conscience professionnelle de tous les journalistes. Il « doit stimuler la réflexion sur les finalités de la liberté de presse et ses grandes incidences sur l'intérêt public, mais surtout sur les dangers qui guettent des innocents à cause d'un usage irresponsable et abusif du droit d'informer ».

Les intervenants ont soulevé de nombreuses interrogations et formulé plusieurs remarques et observations par rapport aux fondements théoriques et juridiques du droit à l'information.

Ils se sont appesantis sur la déontologie journalistique avant de réaffirmer la dualité indissociable de la liberté de presse et de la responsabilité du journaliste, notamment au cours de la couverture des conflits armés et des périodes exceptionnelles. Tous ont été unanimes à reconnaître que la liberté de la presse est indispensable en toutes circonstances. Cependant, le journaliste demeure responsable des conséquences de tout ce qu'il publie et de tout ce qui en découle comme menace à la sécurité des personnes et des biens, ou qui peut porter atteinte aux valeurs démocratiques et à l'intérêt supérieur de la Nation.

Nature et exigences de la mission de service public

Ce thème cher à la HAPA a fait l'objet de rencontres qui ont porté sur la réflexion et les



échanges autour de la nature et des exigences de la mission de service public des medias audiovisuels. Dans ce cadre, les acteurs du secteur suffisamment informés et sensibilisés ont pu cerner l'aspect conceptuel de la mission de service public de manière générale, de connaître ses caractéristiques essentielles et d'appréhender la portée et les enjeux de cette mission, transposée au niveau du secteur médiatique.

Animés par d'éminents experts et spécialistes mauritaniens du droit et de la communication audiovisuelle, ces rencontres ont permis aux journalistes et aux acteurs et usagers du secteurs de définir le concept du service public et de développer ses fondements historiques, islamiques et jurisprudentiels. Elles ont

donné aux participants l'occasion d'analyser la théorie du service public, la situant dans son environnement juridique, institutionnel et politique, lié au contexte du libéralisme économique et de la mondialisation.

Les opérateurs de communication audiovisuelle publics et privés et leurs usagers ont pu avoir une meilleure perception de la mission de service public et des exigences et obligations qui en découlent. Ils ont discuté des principes fondateurs de cette mission : la justice, l'équité et la réduction des disparités sociales, avant d'en développer les enjeux principaux, notamment, la satisfaction de l'intérêt général, l'aspiration à des conditions de vie meilleures et l'accès universel aux services.



La transition vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT)

Dans le cadre de son action d'information et de formation des acteurs du secteur, la HAPA a largement sensibilisé les journalistes, les responsables de médias et leurs usagers sur la transition vers la Télévision Numérique Terrestre. Il s'agissait pour la Haute Autorité de familiariser les professionnels de la communication avec ce thème d'actualité, mais peu exploré encore par la plupart des intervenants dans le secteur médiatique national.

Au préalable, la HAPA a expliqué les techniques de diffusion et vulgarisé les dispositions de la loi 99-019 relative aux télécommunications, informant les journalistes sur les missions assignées par ladite loi à l'Autorité de Régulation (ARE), notamment en ce qui concerne la diffusion audiovisuelle, la gestion du spectre national de fréquences, y compris les bandes destinées aux usages TV et radio et impliquant nécessairement la coopération entre l'ARE et la HAPA chargée

de réguler les médias.

La Haute Autorité a ensuite présenté le processus de transition vers la TNT, donnant d'amples informations aux différents acteurs du secteur médiatique sur le passage imminent vers l'ère du numérique imposé par l'évolution technologique à tous les pays du monde. Elle a expliqué aux journalistes et responsables de médias les enjeux et les défis de la Télévision Numérique Terrestre. Les participant à ces rencontres ont découvert les nombreux avantages de la TNT : plus de chaînes TV, meilleure qualité d'image et de son pour les usagers, moins d'investissement et d'énergie pour les opérateurs, plateformes compétitives et utilisation efficace du spectre pour les régulateurs. Pour s'y préparer les intervenants dans le secteur médiatique ont été suffisamment informés des coûts inévitables d'acquisition et d'installation de nouveaux équipements (réseaux d'émetteurs, écrans HD,



décodeurs, antennes, etc.).

Tirant la sonnette d'alarme, la HAPA a rappelé l'imminence de l'arrêt du signal analogique (en juin 2015), rappelant que les pays qui n'auront pas bien préparé la transition en subiront les conséquences : non protection contre le brouillage et les interférences, sanctions pour non respect des conventions internationales,

etc.

Pour contribuer à la réussite de la migration de notre pays vers le TNT, la HAPA a proposé au Gouvernement un projet de feuille de route nationale, basée sur une étude stratégique tenant compte de l'ensemble des problématiques juridiques, techniques, socioéconomiques, etc.

Aide publique à la Presse

La Haute Autorité s'est engagée à soutenir les efforts de la Commission Chargée de la Gestion et de la Répartition du Fonds d'Aide Publique à la Presse Privée Mauritanienne afin qu'elle puisse permettre à nos medias de sortir de l'ère de précarité et de s'affirmer comme acteur incontournable du paysage communicationnel. Ce Fonds, distribuant chaque année 200.000.000 UM selon des critères objectifs définis à l'avance, a contribué à relever le niveau des medias, à faire acquérir aux journalistes des formations et des perfectionnements nécessaires et à doter les institutions de presse des équipements indispensables à leur fonctionnement. Au cours

de l'année passée, l'appui du fonds aux médias et aux organisations socioprofessionnelles du secteur a couvert différents volets : acquisition d'équipement, appui à la diffusion et à l'impression, loyer, salaires du personnel et formation.

Dans le souci de répondre à certains besoins urgents exprimés par la presse, le Conseil de la Haute Autorité a régulièrement voté, au moment de l'adoption du budget annuel de l'institution, une délibération créant une ligne budgétaire « appui aux médias ». Cette ligne budgétaire a permis d'accorder des soutiens matériels notamment à plusieurs associations de journalistes.

C- ACTIVITES DE REGULATION :

Pour remplir sa mission régulatrice visant la préservation du pluralisme et de la diversité dans le secteur médiatique et à faire respecter les dispositions légales et les règles professionnelles, la HAPA s'est penchée avec toute la volonté nécessaire sur divers aspects de la régulation.

Le concept de régulation étant lui-même nouveau en Mauritanie et pouvant être lié dans certains esprits à une volonté de restreindre le champ des libertés de presse et d'expression, il a fallu préparer le terrain à l'action régulatrice du secteur en commençant par sensibiliser les journalistes, les médias et leurs usagers sur la régulation,

ses objectifs, sa mission et ses mécanismes, afin de les convaincre du profit qu'ils trouveront à voir préservés l'intérêt général, l'équilibre et la viabilité du secteur et à se soumettre aux règles de justice et d'impartialité qui fondent la mission de tout organisme régulateur.





Sensibilisation aux enjeux de la régulation

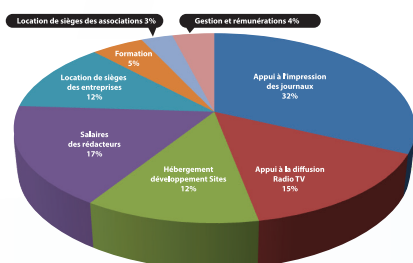
La HAPA a engagé d'intenses contacts et entretiens avec ses différents partenaires, notamment les syndicats et associations des journalistes, les medias publics et privés, les représentants de l'autorité publique, des partis politiques et de la société civile. Ces entretiens lui ont permis de réaffirmer sa vision de la régulation comme moyen de protection des droits et de défense des libertés, notamment de presse et d'opinion, ainsi que le grand intérêt qu'elle porte au renforcement au sein des médias de l'esprit d'indépendance, de transparence, d'ouverture, de responsabilité et de neutralité.

La Haute Autorité a mené un effort intense de sensibilisation des acteurs nationaux dans le

secteur et de l'opinion publique en général sur l'importance de la régulation et le rôle qu'elle peut jouer dans l'émergence d'une société démocratique évoluant vers le développement durable dans la stabilité, la cohésion et la paix sociales. A cet effet, la HAPA a organisé des journées de réflexion largement médiatisées sur le thème « la régulation : portée et enjeux ».

Ces journées ont permis aux acteurs du secteur de la communication et aux usagers de leurs services de cerner le concept et la problématique de la régulation comme outil de préservation de l'équilibre dans le secteur médiatique, d'égalité, de justice et d'équité entre partenaires, mais aussi et surtout de respect des dispositions légales, des règles professionnelles, des valeurs sociales et de la démocratie.

Pour éviter toute incompréhension de la finalité de l'acte régulateur, de nature à le confondre avec une intention de mainmise ou de confiscation des libertés, le message adressé par la HAPA aux différents publics expliquait que la régulation est l'émergence d'institutions indépendantes disposant de la crédibilité, de la volonté et de



l'autorité nécessaires pour faire régner l'ordre, l'égalité et le droit dans des secteurs libéralisés et exposés, du fait de la concurrence, aux dérives professionnelles et aux tentations du marché.

Ce message était également centré sur le rôle de la régulation dans le domaine de la communication, en tant que mécanisme de vigilance et de contrôle de l'équilibre éditorial pour préserver le pluralisme et la diversité, éviter les dérapages et manquements aux règles légales et déontologiques et faire respecter les obligations des cahiers de charges et les exigences de la mission de service public.

La HAPA a saisi cette occasion pour rappeler aux journalistes leurs droits et devoirs, les textes qui les protègent dans l'exercice de leur métier et ceux qui défendent le public contre la diffamation et les délits de presse.

Promotion de l'autorégulation

Dans le contexte mauritanien marqué par la présence d'une presse jeune et peu expérimentée, la Haute Autorité s'est aussi donnée comme mission d'imprimer l'esprit

de responsabilité dans les attitudes et les comportements des journalistes, et d'œuvrer à encourager l'autorégulation pour amener les journalistes à se contrôler en toute conscience pour exercer leur profession dans la liberté, l'indépendance et le respect des lois en vigueur et de l'éthique du métier.

Ainsi, elle a organisé plusieurs réunions avec les acteurs du secteur pour les inciter à prendre leur destin en main, en assurant leur propre autorégulation pour gagner plus la crédibilité et la confiance du public et éviter les sanctions pouvant être encourues du fait des manquements aux lois et aux principes éthiques. Dans ce cadre, la Haute Autorité a encouragé et appuyé la création d'un Conseil d'Autorégulation de la presse ayant un avis consultatif auprès de l'instance nationale de régulation des medias.

Respect du pluralisme et de la diversité

Pour traduire dans les faits la libéralisation du secteur de la communication audiovisuelle,





conformément aux dispositions de la loi 045-2010 adoptée et promulguée le 26 Juillet 2010, la HAPA, a œuvré pour un pluralisme des médias et des opérateurs de communication audiovisuelle

1- Pluralisme des médias

a- Première génération de licences

Suite à l'attribution en 2011 de la première génération de licences, la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a procédé, en 2012, à la signature des cahiers de charges des nouveaux attributaires de licences, permettant ainsi aux premiers opérateurs de communication audiovisuelle privés et de service public en Mauritanie de lancer la diffusion de leurs programmes télévisuels et radiophoniques.

Fruits de larges négociations fondées sur l'ordonnancement juridique et institutionnel existant, ces cahiers de charges avaient pris en compte les diverses propositions des acteurs du secteur de la communication et la réalité du terrain. Ils répondent à 4 critères fondamentaux : la diversification, la complémentarité, la viabilité et le professionnalisme.

La HAPA y a intégré des principes généraux s'imposant à tous les attributaires de licences, notamment la liberté éditoriale, l'indépendance, l'interactivité, la participation et le développement durable. Ces cahiers de charges exigent le respect du pluralisme de l'information et des règles d'éthique et de déontologie.

D'autres stipulations particulières y sont établies, notamment la diffusion d'œuvres audiovisuelles nationales, l'externalisation de certaines productions et le respect de l'éthique en matière de publicité. Ces cahiers de charge insistent surtout sur les règles de bonne gestion : management, contrats, sécurité sociale, priorité

publics et privés favorisant ainsi la diversité des programmes liés à l'information et la promotion de la liberté d'expression dans le pays.

donnée aux ressources mauritaniennes etc. Les opérateurs devront en particulier rester attachés au principe de liberté-responsabilité et donc au respect des règles de la profession.

Quant aux cahiers de charges des médias publics, ils édictent le passage des opérateurs audiovisuels du statut de média d'Etat vers celui de média de service public. Ces organes d'information doivent respecter 4 principes fondamentaux : l'égalité de tous devant le service public, l'universalité, la continuité et l'adaptabilité du service public. Des clauses obligatoires ont été établies pour ce secteur, en particulier la satisfaction des besoins du public en information et en expression politique, culturelle, sociale, et l'exécution de la politique gouvernementale en matière de l'audiovisuel

b- Deuxième génération de licences :

Pour une plus grande diversité des médias nationaux, la HAPA a lancé le 03 novembre 2012, sur demande du Gouvernement, un second appel à manifestation d'intérêt visant à enrichir le paysage médiatique national par la création de trois nouvelles chaînes de télévisions privées commerciales.

Conformément aux dispositions de la loi n° 045-2010 du 26 Juillet 2010, relative à la Communication Audiovisuelle, la HAPA a

déterminé les éléments d'information devant figurer dans le dossier de réponse, que ce soit en termes de thématique ou de vocation, tout comme de capacités de financement, de budget prévisionnel ou de viabilité économique.

Dans la transparence, l'égalité des chances des candidats et le respect des procédures, notamment l'application stricte du règlement sur les critères et la pondération prédéfinis, la procédure d'adjudication a respecté les étapes suivantes :

- L'avis d'appel à manifestation d'intérêt a été largement publié,
- Le règlement de l'appel à manifestation d'intérêt a été également rendu public, bien avant l'ouverture des dossiers de candidature,
- La HAPA a accordé aux postulants un délai de deux mois pour le retrait des dossiers: du 03 novembre 2012 au 27 décembre 2012.
- La HAPA a remis aux postulants une étude de faisabilité d'une télévision privée commerciale, pour les aider à gagner du

temps et leur faire éviter des dépenses conséquentes,

- L'ouverture publique des dossiers de candidature s'est déroulée en présence des candidats et des médias,
- L'ensemble des membres du Conseil de la HAPA ont participé au dépouillement et à l'évaluation des offres dont les résultats ont été validés à l'unanimité,
- Les rejets ont été motivés et notifiés aux candidats disqualifiés,
- Aucun acte de saisine ou d'objection sur les résultats du dépouillement n'est parvenu à la HAPA.

Suite à cet appel à manifestation d'intérêt, le Conseil de la HAPA, réuni en session ordinaire a retenu à l'unanimité trois offres ayant obtenu les meilleures notes. Il a donné, sur cette base, au Ministre de la communication, un avis favorable à l'attribution de trois licences d'exploitation de télévision privée commerciale aux candidats pré sélectionnés qui ont rempli les formalités et conditions requises.





Ensuite, la HAPA a invité les candidats retenus à l'examen et à la signature des cahiers de charges en perspective de l'attribution de leurs licences.

Les trois postulants pré sélectionnés ont signé leurs cahiers de charges après avoir pris connaissance de leur contenu, des prescriptions résultant des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables et des

obligations auxquelles ils seront soumis.

Avec ce second appel à manifestation d'intérêt, le processus de libéralisation du secteur audiovisuel mauritanien est entré dans une nouvelle étape qui a débouché sur l'attribution de la deuxième génération de licences à trois nouveaux opérateurs de communication audiovisuelle privés commerciaux éditant les chaînes : Al Mourabitoune, DAVA TV et Chinguitt.

2- Pluralisme et diversité de l'information :

a- Concertation, encadrement et orientation

Parallèlement à la diversité des médias, le pluralisme de l'information et de l'expression ont connu des progrès notoires grâce à l'encadrement et aux orientations de la Haute Autorité. Ayant constaté l'incapacité de certains médias à accompagner les avancées démocratiques et à s'adapter aux exigences du pluralisme et de la mission de service public, la HAPA a institué un mode de réunions et d'échanges avec les responsables des organes de presse et les journalistes.

Ces rencontres ont permis de discuter franchement et patiemment avec les médias des faiblesses remarquées et de les rappeler, chaque fois que besoin était, à leurs obligations légales et professionnelles, notamment en ce qui concerne le respect du pluralisme de l'information et de l'expression des courants de pensée et d'opinion. Un accent particulier était mis sur l'accès équitable des partis politiques et des acteurs de la société civile aux médias.

Par ailleurs, la Haute Autorité a initié de multiples

rencontres avec les dirigeants de formations politiques de la majorité et de l'opposition, et des représentants d'organisations de la société civile avec lesquels elle a discuté largement de la stratégie et des mécanismes qu'elle met en œuvre pour préserver le pluralisme et la diversité et faire respecter le droit à un accès équitable aux médias. Elle a assuré ses interlocuteurs de sa disponibilité à collaborer avec les différents acteurs et usagers du secteur pour œuvrer ensemble à l'émergence d'une presse libre, professionnelle et au service de la démocratie et du développement.

Satisfaits des mesures prises par la HAPA pour garantir leur accès équitable aux médias, les partis de l'opposition sont revenus en 2012 sur leur décision de boycotter les médias publics d'information qu'ils avaient prise au paravent. Ils continuent, depuis, à participer aux débats contradictoires sur les antennes de Radio Mauritanie et de TVM et ainsi que sur les ondes des médias privés.

b-Contrôle du pluralisme dans les médias audiovisuels

Grace à l'acquisition en 2012 d'un dispositif de monitoring conçu spécifiquement pour le suivi des programmes audiovisuels, la Haute

Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a été en mesure de suivre tous les programmes diffusés par les médias nationaux au cours de



ces dernières années.

Ce dispositif technique intégrant une application logicielle « HMS » de suivi des programmes radio et télévision a permis à la HAPA tout au long de cette période de :

- réceptionner, numériser, stocker et archiver 24h/24 et 7j/7 les programmes TV et Radios nationales, régionales et locales en exploitation dans le pays, qu'elles soient hertziennes, satellitaires ou numériques.
- visionner/écouter les programmes en direct ou en différé et assurer le suivi et le contrôle, au plan qualitatif, des programmes, ainsi que la gestion des processus de traitement des plaintes et des saisines.
- contrôler le pluralisme politique en période électorale ou normale, à travers le comptage et le relevé automatique des temps de paroles et d'antenne des personnalités politiques, syndicales et professionnelles. Cette solution a été paramétrée sur la base

des règles édictées en matière de quotas et de pluralisme en période normale ou électorale.

- contrôler les obligations quantitatives prévues par les cahiers de charges des opérateurs de communication audiovisuelle;
- détecter les coupures ou arrêt de signal au niveau de la diffusion; calculer le volume horaire des écrans publicitaires dans les différents programmes audiovisuels.

Le dernier rapport publié en 2014 par la HAPA sur le pluralisme de l'information et de l'expression fait ressortir les données suivantes :

Pluralisme et diversité de l'expression :

Grâce au logiciel HMS, il a été possible de faire un décompte précis et automatique du respect du pluralisme de l'expression politique et des courants de pensée et d'opinions politique. Cet outil a également permis de mesurer l'accès des partis politiques aux médias et de déterminer

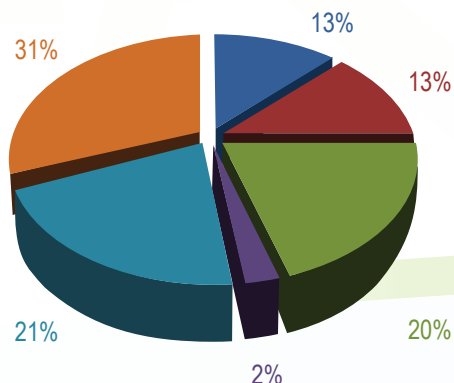


exactement les tranches d'antenne consacrées aux activités du Gouvernement, du Parlement, des personnalités et des formations politiques, ainsi que des organisations syndicales et de la société civile. Il ressort du graphique ci-dessous que le temps le plus important a été consacré à l'opposition dans toutes ses composantes (31% des tranches d'antenne), contre 13% pour les partis de la majorité. La part la plus faible revenait au pouvoir législatif avec un taux de 2% seulement du temps de diffusion des médias audiovisuels. Ces taux s'établissent ainsi:

- L'Opposition démocratique :	31%
- La Société Civile :	21%
- Le Gouvernement :	20%
- Les Partis de la Majorité :	13%
- Autres :	13%
- Le Parlement :	02%

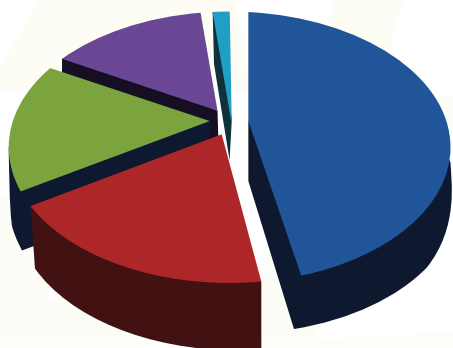
Respect de la diversité culturelle

La diversité culturelle et l'équité du genre ont été prises en compte dans les décomptes automatiques opérés par le dispositif de monitoring des médias audiovisuels. Malgré des fluctuations enregistrées dans le temps d'antenne consacrée aux différentes langues nationales (Arabe, Pular, Soninké et Wolof), il a été constaté un effort au niveau des contenus qui reflètent la diversité culturelle mauritanienne arabe, africaine et islamique. Toutefois, l'équité du genre continue à souffrir d'une faible présence



de la femme dans les contenus médiatiques (taux 5%).

Faut-il souligner que certains opérateurs de communication audiovisuelle, qui éditent des services décentralisés, ont essayé de favoriser l'expression locale et d'encourager l'information de proximité sur leurs antennes régionales. Mieux, TVM a fait des efforts pour permettre aux personnes malentendantes l'accès à certains de ces programmes, notamment les journaux télévisés.

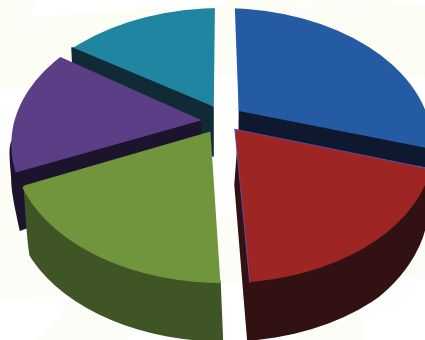


Décompte du temps de diffusion des Télévisions privées :

Le Rapport sur le monitoring révèle que la Chaîne Al Watania s'est accaparée la part du

lion du temps global de diffusion des chaînes privées commerciales, soit 47,22%, suivie par Al Mourabitoune 19,34%, puis la Chaîne Chinguitt 16,24%, Sahel TV 15,61% et enfin la Chaîne DAVA, avec un taux de 1,58%.

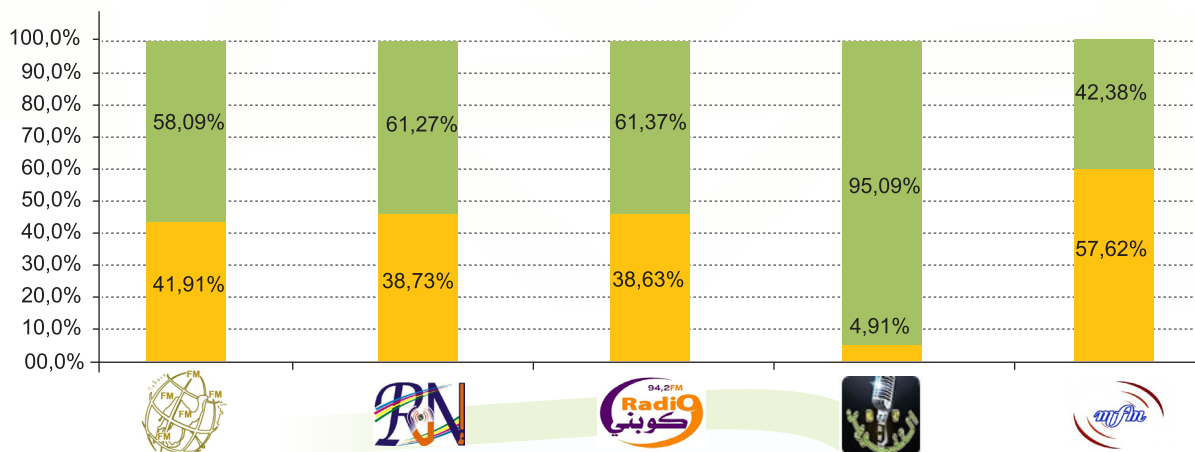
Décompte du temps de diffusion des Radios privés :



En ce qui concerne les Radios privés, les taux du temps de diffusion s'établissent ainsi qu'il suit :

- Sahara Médias :	29,75%
- Radio Nouakchott :	19,57%
- Radio Koubeni :	18,87%
- Radio Tenwir :	16,16%
- Radio Mauritanid:	15,65%

Décompte du temps d'antenne consacré aux informations et aux programmes :



D'une manière générale, les informations et les contenus traitant de l'actualité ont largement

dominé les grilles des radios privés à l'exception de Radio Mauritanid FM où la tranche des

programmes a atteint un taux de 57,62% contre 42,38% pour les informations. Au niveau des autres stations radios privées, les programmes dépassent à peine la moitié du temps donné aux

informations, sauf pour Radio Tenwir où l'info est rare et les programmes occupent 95,09% du temps d'antenne.

3- Régulation du champ médiatique en période électorale :

La HAPA s'est attelée à organiser au niveau médiatique, les différentes étapes des échéances électorales, présidentielles, législatives et municipales des années 2013 et 2014.

Pour mieux contribuer à la transparence des élections et afin d'assurer un accès équitable de tous les candidats et de tous les partis politiques aux médias en période électorale, et d'y faire refléter tous les courants de pensée et d'opinion, la HAPA s'est donnée chaque fois le temps de bien préparer ces périodes sensibles et exceptionnelles en deux étapes distinctes :

a- L'étape préélectorale :

En période préélectorale, la HAPA a pris l'habitude de commencer assez tôt à préparer les conditions idoines pour la transparence et le juste accès de tous les acteurs politiques aux médias. Il s'agissait d'abord pour la Haute Autorité de recueillir les avis et doléances de tous : les responsables des médias, les représentants des partis politiques et des candidats aux élections

en présence de représentants de la CENI, et de mettre sur pied un programme consensuel garantissant à tous les acteurs l'accès équitable aux médias.

Ainsi, la HAPA a tenu à l'occasion de chaque échéance électorale plusieurs réunions de concertations avec l'ensemble de ses partenaires :

Les membres de la CENI ;

- les directeurs des médias publics et privés ;
- les représentants des regroupements et des associations de journalistes ;
- les représentants des candidats aux élections présidentielles, législatives et municipales,
- les représentants des partis et des formations politiques,



- les observateurs étrangers chargés de suivre le déroulement des scrutins.

Chaque fois, ces rencontres ont abouti à un consensus sur les points ci-après, formalisés par décision de la HAPA :

- Adoption de mesures précises pour réguler la couverture des élections présidentielles ou législatives et municipales ;
- Garantie du principe d'égalité de tous les candidats et des formations politiques dans l'accès aux médias ;
- Obligation faite aux acteurs de la communication de faire preuve de professionnalisme et d'équilibre, de contribuer à l'enracinement de la démocratie et du pluralisme et de préserver l'ordre public, la paix civile et l'unité nationale ;
- Obligation faite aux médias d'observer la rigueur dans le traitement de l'information, de rendre fidèlement compte dans les articles et reportages des activités de tous les partis politiques et des candidats aux élections ;
- Définition et gestion des tranches gratuites réservées aux candidats dans les medias publics.

b- L'Etape de la couverture électorale :

En 2014, cinq candidats étaient en lice pour l'élection du président de la république. Leur directoire de campagne, mais aussi un grand nombre de partis politiques se sont exprimés dans la campagne électorale en soutien à leur candidat. Au même titre que ces acteurs impliqués dans les élections, d'autres partis politiques qui n'avaient pas participé à la compétition électorale et qui avaient droit à l'accès aux médias, ont obtenu une présence



équitable dans les médias.

En 2013, les élections législatives et communales ont vu la participation de 70 partis et formations politiques avec 1.534 listes candidates pour les conseils municipaux, dont 438 issues de 64 partis et 13 coalitions politiques, et 1.096 listes candidates pour les élections législatives représentant 67 partis politiques et 4 coalitions.

L'inflation des candidatures à ces élections a constitué un grand défi pour la HAPA, préoccupée avant tout par le souci d'offrir à chaque liste candidate une juste présence dans les medias dans un contexte où les opportunités sont limitées pendant les heures de grande audience et où la continuité d'offrir au public ses émissions habituelles est une nécessité. Il fallait aussi assurer une couverture équilibrée, objective et impartiale dans un climat de réelle concurrence politique et un paysage médiatique marqué par un manque de professionnalisme.

Malgré ces contraintes, la HAPA a su relever



les défis en imposant une couverture médiatique irréprochable de période électorale. La conjugaison des efforts de tous a été couronnée par le déroulement de campagnes médiatiques dans un climat serein dominé par une compétition loyale entre les candidats et un respect total des lois et des valeurs morales de notre peuple. Les partis politiques (majorité et opposition confondus) et même les observateurs indépendants l'ont attesté unanimement. Pour veiller au bon déroulement des campagnes médiatiques, le Conseil de la HAPA s'est réuni de façon permanente tout au long des périodes électorales et a mobilisé tous ses moyens humains et techniques pour le suivi quotidien de la couverture des élections. Ainsi, il a pu :

- Assurer la réception, l'enregistrement, l'archivage de toutes les émissions produites par les medias ;
- Suivre et réguler les contenus des medias afin de s'assurer de la juste représentation de toutes les formations politiques candidates, de la couverture professionnelle et équilibrée des élections et du respect des principes de neutralité ;
- Préserver le droit du citoyen à l'information et à la culture ;
- Assurer une tranche de diffusion quotidienne et faire respecter la présence de chaque parti politique dans les espaces gratuits des quotidiens publics « Chaab » et « Horizons » ;
- Veiller au respect des règles éthiques et professionnelles dans le discours politique et les messages électoraux diffusés à

travers les medias privés ;

- Veiller au suivi permanent des émissions diffusées en direct afin de les analyser et de pouvoir traiter les plaintes qui peuvent en découler ;
- S'assurer du respect du principe de pluralité et d'égalité par un décompte précis des temps d'antenne et de parole accordé à chacun ;

Toutes ces mesures ont permis le déroulement de la campagne médiatique dans une atmosphère pluraliste, apaisée et sereine. Certains Candidats ont adressé à la HAPA des lettres de félicitation (voir fac-similé). Tous les candidats et leurs directions de campagne ont exprimé, à travers les médias leur satisfaction de la supervision par la Haute Autorité de la campagne médiatique lors de l'élection présidentielle de 2014.

Quant aux élections législatives et communales organisées en 2013, elles ont été l'occasion pour les partis politiques d'exprimer leur totale satisfaction quant au rôle de la HAPA dans les campagnes médiatiques lors des différentes élections. Les directions de campagnes des



candidats et les partis en lice aux compétitions électorales ont transmis à la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel des lettres de remerciement pour le bon déroulement de cette campagne (voir fac-similé) et le rôle efficace et dynamique que la HAPA a joué pour faire respecter le pluralisme démocratique, les principes de neutralité, de transparence, de responsabilité et d'équilibre.

SATISFACTION DES PARTIS POLITIQUES	
Les partis politiques ont exprimé à la HAPA leur satisfaction quant au déroulement de la campagne médiatique	
Parti Tawassoul :	
Une pro activité positive et un niveau élevé de responsabilité pour lesquels vous méritez félicitations et respect.	
Parti WIAM démocratique et social	
Félicitations à la HAPA pour son rôle dans le respect du pluralisme démocratique.	
APP	
Nous vous exprimons nos vifs remerciements pour le niveau élevé de transparence, de responsabilité et de crédibilité.	
Parti SAWAB	
Un niveau de dynamisme et neutralité	
Parti Al Fadhila	
Nous vous remercions pour l'effort particulier que vous avez fourni.	
UPR	
Nous vous félicitons pour la transparence, l'honnêteté et le dynamisme dont vous avez fait preuve.	
Parti de l'Entente Nationale	
Félicitations et remerciements pour l'action déterminée et impartiale.	
UDP	
Merci pour les efforts considérables fournis par votre personnel et votre institution.	

Parmi ces formations politiques, on peut citer : le

parti Tawassoul, le parti de l'Entente Nationale, l'APP, l'UPR, le l'UDP, le parti El Wiam Démocratique et Social, le parti Rafah, l'ADM, la Coalition des Mauritanien pour la Patrie, le parti Al Karama, le parti des Générations de l'Avenir Démocratique, le parti de la Paix et du Progrès Démocratique, le parti Mauritanien pour la paix et la prospérité, le parti du Centre Démocratique, le parti Sawab, le PUDS, le parti Al Fadila, le part du Sursaut, le Front Populaire, le parti du Congrès National, l'Union Démocratique Nationale, le parti national Al Inmaa. Dans ce même esprit, les observateurs nationaux et étrangers se sont félicités du déroulement des différentes élections dans un climat de sérénité sociale, d'équité et de neutralité des médias. La plupart des chefs de mission d'observation ont déclaré que la couverture médiatique était équilibrée, impartiale et professionnelle. Ils ont particulièrement salué l'accès en période de campagne électorale des partis politiques qui n'ont pas participé aux élections. La HAPA a publié après la campagne un rapport faisant ressortir tous les détails liés à la couverture médiatique des élections. Elle a pu grâce à son nouveau dispositif de monitoring livrer des relevés thématiques et des statistiques précises sur le temps accordé à chaque candidat et à chaque formation politique par les médias publics et privés, aussi bien durant les tranches réservés à la campagne électorale que pendant la couverture de l'actualité.

Au cours de l'élection présidentielle

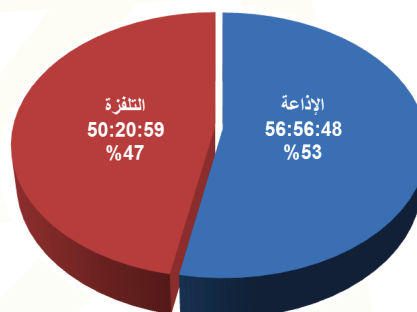
a- Les moyens d'information publics :

En application des dispositions de la décision de la HAPA règlementant l'intervention des médias dans la campagne électorale, les moyens d'information publics ont reflété de façon objective le pluralisme politique.



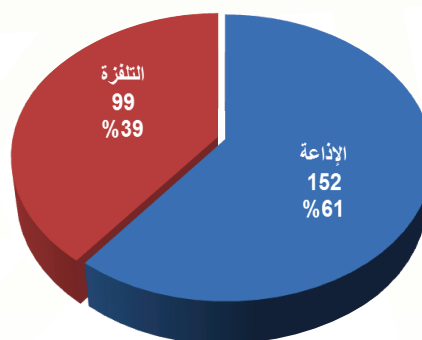
Selon le temps d'antenne

Durant la campagne électorale, les médias de service public ont consacré aux candidats un temps global de diffusion estimé à 107 heures 17 minutes et 47 secondes, réparti entre 251 programmes audiovisuels comportant la couverture médiatique, les tranches gratuites et les débats radiotélévisés.

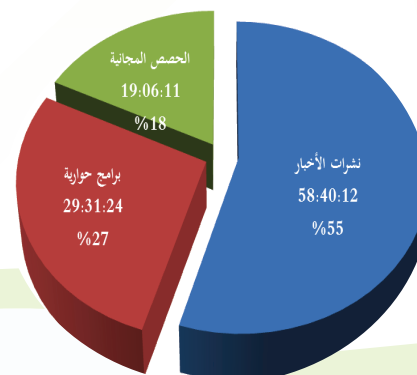


Selon la nature des programmes

Ainsi Radio Mauritanie S.A. a diffusé 152 programmes avec un temps d'antenne de 56h 56mn 48s, alors que Télévision de Mauritanie a offert aux candidats 99 programmes totalisant 50h 20mn 59s. Les tranches gratuites ont occupé Vingt Heures de diffusion permettant à chaque candidat de bénéficier de 4 h 30mn au niveau de TVM et 2h 30mn à Radio Mauritanie.

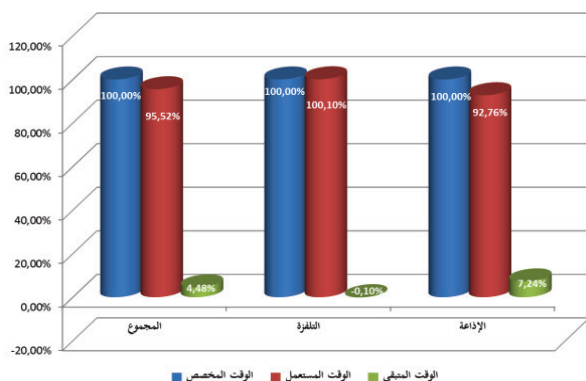


La capacité des directions de campagne des différents candidats à alimenter leurs tranches gratuites n'a pas été la même. Ainsi, la candidate Lalle Meriem Mint Moulay Driss a utilisé la plus grande part de ses tranches gratuites atteignant 03H 55M 55s, alors que le Candidat Sar Ibrahima est venu en seconde position, suivi du Candidat Biram Ould Dah Ould Abeid, puis du Candidat Mohamed Ould Abdel Aziz. Le Candidat Boydel Ould Houmeid fut celui qui a exploité le moins ses tranches d'antenne gratuites, soit 03H 37m 22S.



En dehors de ces espaces gratuits couvrant plus de 19 Heures de diffusion, les médias audiovisuels publics ont été en mesure d'offrir un accès équitable aux candidats et partis politiques au niveau des divers services d'information dont ils disposent. A cet effet, Radio Mauritanie SA et TVM SA ont consacré plus de 58 Heures à la couverture des activités des candidats, aux débats et à divers autres programmes pour une durée de diffusion de près de 30 Heures.

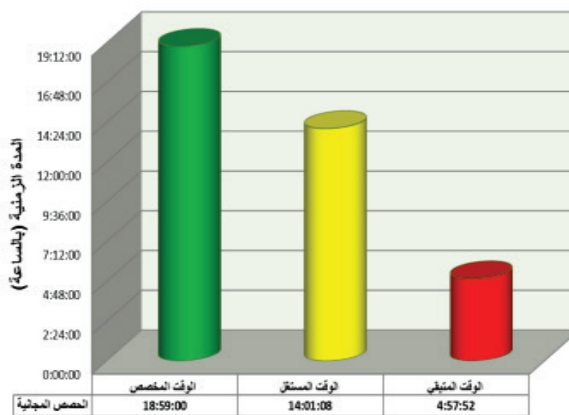
b- Les moyens d'information privés commerciaux :



Les radios et Télévisions privés ont assuré à tous les candidats et à tous les partis sans exception le droit à l'accès à leurs programmes. Toutefois le temps qu'elles ont accordé à la campagne électorale était disproportionné. La Chaine Sahel TV a par exemple consacré un temps de diffusion important pour la campagne électorale alors que Radio Koubenni a été le média qui s'est préoccupé le moins des élections.

Selon la part de chaque candidat :

Au regard de l'ampleur des activités des candidats, la plus grande part de la couverture de l'élection présidentielle est revenue au Candidat Mohamed Ould Abdel Aziz (47,91%), suivi successivement par le Candidat Biram Ould Dah Ould Abeid (17,25%), puis le Candidat Boydel Ould Houmeid (16,98%) et la candidate Lalle Meriem Mint Moulay Driss (10%).

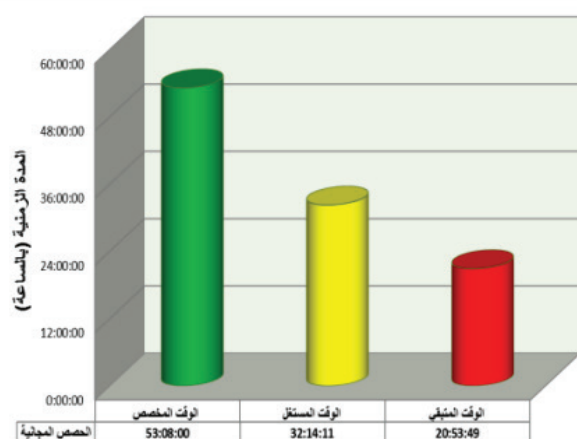


Les partis qui n'ont pas participé à ces élections ont bénéficié d'un temps de diffusion de 20% de la tranche d'antenne globale diffusée par les médias.

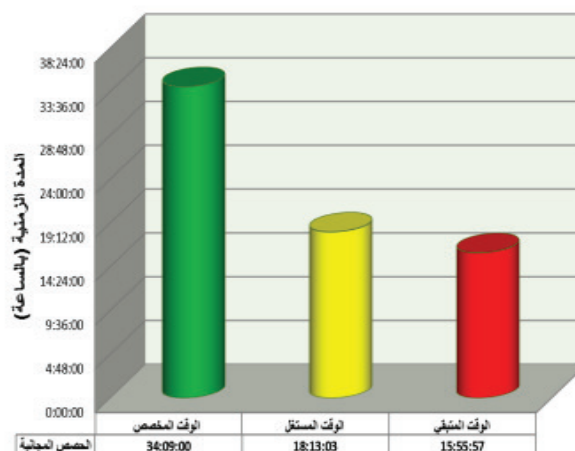
Pendant les élections législatives et municipales :

a- Moyens d'informations publics :

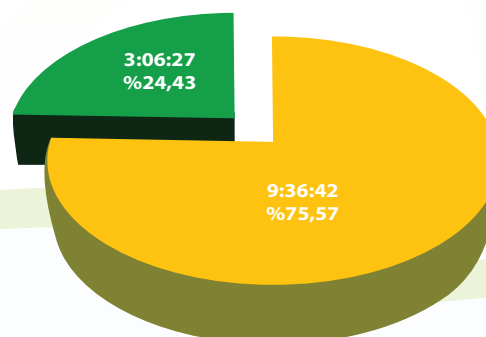
La presse et les médias publics ont su respecter les prescriptions de la décision 009-2013 de la HAPA. Ils ont fait preuve d'un certain niveau de professionnalisme et reflété le pluralisme politique. Radio Mauritanie SA, TVM SA de Mauritanie, ainsi que les quotidiens publics « Chaab » et « Horizons » ont répondu aux attentes de la HAPA et des candidats. Plus de 53 Heures de tranches gratuites ont été accordées par les médias publics aux programmes et messages électoraux des partis politiques en lice, proportionnellement au nombre de candidats en compétition. Ces partis n'ont cependant pu utiliser qu'une partie, sans doute majoritaire du temps accordé, soit 32 heures, 14 minutes et 11 secondes.



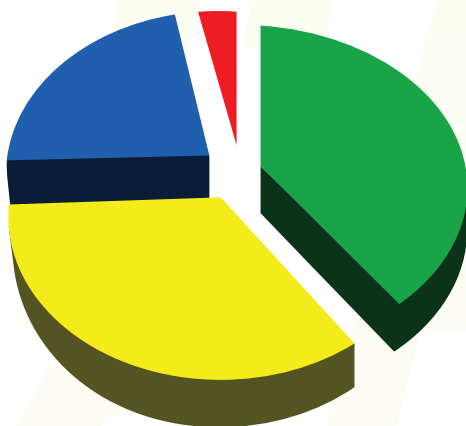
Le fait que nombre de partis et de candidats n'aient pas pu exploiter intégralement leurs tranches d'antennes gratuites explique le reliquat de 20 heures 53 minutes et 59 secondes reflétées par le graphique ci-contre. Faut-il remarquer que les médias ont veillé à ce que les tranches d'antennes non exploitées soient remplies par des contenus neutres conformément aux orientations de la HAPA.



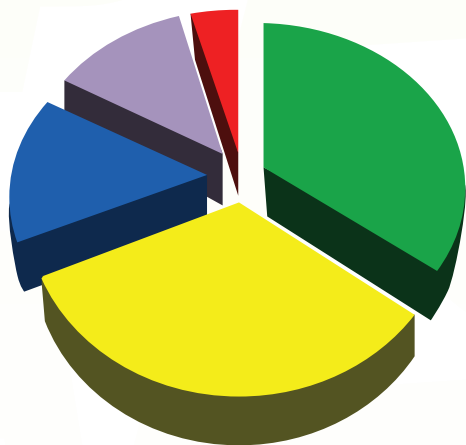
Ce sont les tranches gratuites diffusées par la TVM SA qui ont connu un afflux important de la part des candidats et de leurs partis politiques. A Radio Mauritanie SA, il est resté 15 heures 55 minutes 57 secondes d'antenne gratuites non utilisées par les partis politiques et leurs candidats. Concernant le traitement de l'information électorale, les médias publics ont consacré une bonne partie de leurs journaux aux élections, offrant aux différentes formations politiques une couverture équilibrée de leurs activités. 12 heures, 43 minutes et 9 secondes leur ont été accordées à cet effet. Radio Mauritanie SA a ainsi diffusé 854 interventions de représentants de partis politiques, couvrant 9 Heures, 36 minutes et 52 secondes de son temps de diffusion. TVM SA en a diffusé 352 interventions de responsable politiques, ce qui a occupé 3 heures, 6 minutes et 27 secondes de son temps d'antenne réservé à l'actualité.



b- Les moyens d'informations privés commerciaux



Les dix médias privés ont consacré au total 80 heures à la couverture des activités des partis politiques et des candidats durant la campagne électorale législative et municipale, dont 46 heures sur les antennes des Télévision et 34 heures à travers les radios.



1- Les chaines de Télévision privées

La chaine **Al Mourabitoune** a diffusé 18 heures, 25 minutes et 18 secondes soit 40,06% du temps de couverture télévisuelle globale.

Sahel TV a diffusé 15 heures 43 minutes et 19 secondes de campagne soit 34,19% du temps d'antennes accordé.

La chaine **Al Watanya** a diffusé 10 heures 28 minutes et 17 secondes soit 22,77% du temps de couverture.

Chinguitt TV n'a consacré qu'une heure 22 minutes et 29 secondes à la couverture des élections soit 2,99%.

2- Les Radios privées

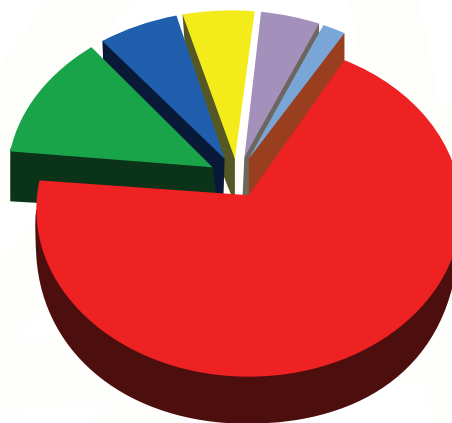
Radio Nouakchott a consacré 12 heures 14 minutes et 25 secondes, soit 35,05% de la couverture générale des radios privées.

Sahara Media : 11 Heures, 45 minutes et 56 secondes, soit 33,69%

Mauritanid FM : 05 Heures, 01 minutes et 16 secondes, soit 14,38%

Radio Tenwir : 04 Heures, 27 minutes, 41 secondes, soit 12,78%

Radio Koubeny : 01 Heure, 25 minutes et 57 secondes, soit 4,10%



- Les tranches payantes

L'accès payant des partis politiques aux médias privés s'est déroulé ainsi qu'il suit :

La chaine **Chinguitt** : 34 heures et 09 minutes 57 secondes, soit 68,20% du temps de publicité politique.

Sahel TV : 06 heures 21 minutes 27 secondes soit 12,69% du temps global.



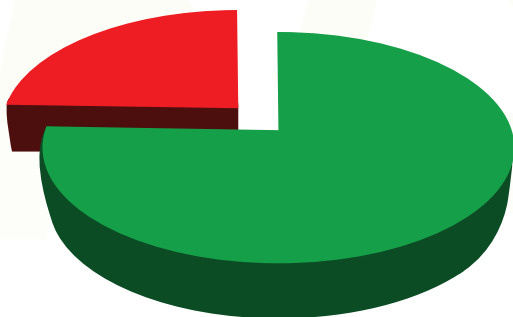
Radio Tenwir : 03 Heures et 17 minutes 27 secondes soit 6,57%

Chaine **Al Mourabitoune** : 02 heures 56 minutes 23 secondes soit 5,87%

Mauritanid FM : 02 Heures et 27 minutes 55 secondes soit 4,92%

Chaine **Al Watanya** : 0 heures 02 minutes 33 secondes soit 0,10%

Tranches des partis n'ayant pas participé aux élections L'ensemble des medias, publics et privés, ont donné la parole aussi bien aux partis présentant des candidats qu'aux partis n'ayant pas participé aux élections. Les premiers ont occupé 69 heures et 44 minutes d'antennes, les seconds 23 heures et 53 minutes.



De manière générale, la couverture médiatique a connu au niveau des médias un niveau acceptable d'impartialité et d'équilibre, conformément à la décision de la HAPA. Ceci a été surtout le cas pour les opérateurs de service public, pour Sahel TV, Radio Sahara Média et Radio Nouakchott. Il faut noter qu'au cours de la première semaine de la campagne électorale des écarts importants ont été enregistrés. La Chaine Chinguitt a choisi la voie du profit à celle du professionnalisme, consacrant ainsi, la majeure partie de son temps de diffusion à la publicité politique (34 Heures soit 68 ,8%), en violation des dispositions réglementaires et de l'éthique du métier. Quant à la chaine Al Mourabitoune et Radio Kobenni, elles ont accordé d'importantes

plages horaires respectivement aux listes candidates du parti Tawassoul et du Parti National pour le Développement. Certains journaux et sites électroniques n'ont pas rigoureusement respecté les règles d'équilibre et d'objectivité devant être observées durant la campagne électorale. L'évaluation de cette première semaine de couverture médiatique a amené la HAPA à intervenir avec fermeté pour imposer l'équilibre et l'équité durant tout le reste de la période électorale.

4- Contribution au règlement des conflits dans le secteur

En vertu des dispositions de l'article 7 de la loi n° 026/2008, qui assigne à la Haute Autorité de la Presse et de l'audiovisuel la mission de contribuer au règlement non judiciaire des conflits entre les médias et entre ceux-ci et leurs usager, la HAPA a pu parvenir à un règlement à l'amiable des litiges et différends qui lui ont été soumis durant ces dernières années.

5- Mesures disciplinaires

Grâce à son approche pédagogique, la HAPA, décidée à agir avec toute la fermeté requise lorsque les lois sont violées et les codes déontologiques piétinés, a entrepris d'importants efforts dans les domaines de la sensibilisation, de l'encadrement et du renforcement du partenariat avec les médias. Aussi, toutes les fois où des manquements sont constatés, la HAPA a toujours été présente. Elle n'a jamais failli aux responsabilités qui lui sont fixées la loi. Elle a accompagné les journalistes et agi avec responsabilités à travers les communiqués, les mises en demeure, les avertissements et même la suspension de programme et ce conformément aux textes qui régissent son domaine d'intervention.



5

RENFORCEMENT DES CAPACITES





V. RENFORCEMENT DES CAPACITES INTERNES DE L'INSTITUTION :

La HAPA, qui s'est attelée à l'appui et à l'accompagnement des médias au cours de ces dernières années, s'est aussi naturellement préoccupée du renforcement de ses propres capacités. Elle a engagé des réflexions et sollicité des expertises pour renforcer ses moyens et améliorer son organisation interne afin de mieux répondre aux exigences de sa tâche quotidienne de régulation.

Dans le cadre de la valorisation de ses ressources humaines, la Haute Autorité a organisé plusieurs ateliers de formations et stages de perfectionnement. L'institution n'a épargné aucun effort pour se doter de moyens susceptibles d'améliorer ses capacités techniques et opérationnelles pour mieux accomplir sa mission de régulation.

a- Elaboration d'une étude organisationnelle

Pour se donner une meilleure vision et une

planification réaliste de l'action à entreprendre, la HAPA a recruté un bureau d'études spécialisé pour réaliser une étude visant à définir les possibilités d'amélioration de son organisation interne et l'optimisation de ses moyens et de ses capacités institutionnelles. L'étude a permis, notamment de :

Dégager un bilan de compétences à travers un audit des ressources humaines ;

Recenser l'ensemble des tâches que la HAPA doit exécuter dans

l'accomplissement de sa mission ;

Identifier les profils nécessaires à l'exécution de ces tâches ;

Comparer l'existant et l'idéal, analyser les profils de compétence qu'elle possède et dégager l'adéquation éventuelle de ces

profils aux nouvelles exigences ;

Elaborer un programme de formation pour le personnel ;

Définir un organigramme fonctionnel et rationnel.

b- Une ambition pour les ressources humaines

La HAPA a engagé une véritable dynamique de renforcement de ses capacités d'action. Cet élan constructif a reposé sur une nouvelle forme de management mettant à contribution toutes les compétences disponibles au niveau de la Haute Autorité.

Ainsi, une série d'ateliers de formation, d'échanges d'expériences et de transferts des connaissances a été instituée comme mode de renforcement des capacités et de concertation permanente entre les responsables des différents services de l'institution sur toutes les questions liées à son fonctionnement.

Cette approche participative avait pour but une meilleure maîtrise de la problématique de la régulation dans un environnement où viennent de naître des Médias audiovisuels privés.

En même temps, la HAPA, attachée à la formation continue et à la qualification professionnelle, a conçu et mis en œuvre un plan de formation et de stages à l'étranger au profit de son personnel.

Ces formations ont permis aux ressources humaines disponibles, de renforcer les acquis et d'améliorer leur pratique quotidienne en matière de régulation.





c- Acquisition d'un dispositif moderne de monitoring des médias

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a signé en 2012 avec son homologue marocain (la HACA), un accord au terme duquel elle s'est équipée d'un dispositif de monitoring pour l'enregistrement, le suivi et l'archivage des programmes des médias audiovisuels. Le choix du fournisseur marocain a été dicté, certes, par les facilités exceptionnelles qu'il a offertes à la partie mauritanienne, mais aussi et surtout par la qualité de son produit et sa réputation au niveau régional et international. En effet la HACA qui a développé ce logiciel de monitoring «HMS», en avait à l'époque équipé plusieurs pays de la région et réalisé des études techniques pour son installation en faveur de régulateurs européens et africains dont le CSA de Belgique, l'ONC du Niger, le HCC du Tchad, le CNC de la Guinée Conakry et la HAAC du Bénin.

La HAPA s'est en même temps dotée de réseau

informatique pour l'exploitation de ce nouveau dispositif de monitoring et a formé ses cadres pour sa mise en service. Cette technologie de pointe a bien aidé la Haute Autorité à jouer son rôle de garant du pluralisme et de la diversité dans le domaine de la communication.

d- Un nouveau siège pour la HAPA

Au début du second semestre de l'année 2012, la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a déménagé de ses anciens locaux exigus vers un nouveau siège plus accessible aux usagers et suffisamment spacieux pour couvrir les besoins en espace de la HAPA. Ainsi, les services de la Haute Autorité, qui étaient éparpillés dans la ville, ont été regroupés dans un seul site. La réunion du staff sous un même toit lui a permis de mieux développer l'esprit d'équipe, de gagner du temps en évitant les va-et-vient et de pouvoir satisfaire les demandes de près et se rencontrer rapidement en cas d'urgence pour répondre aux exigences de la régulation.



6

ACTIVITES DE COMMUNICATION



VI. ACTIVITES DE COMMUNICATION :

a- Edition du bulletin spécial de la HAPA

Conformément aux dispositions la loi n° 026-2008 instituant la HAPA et la loi n° 2010-045 relative à la Communication Audiovisuelle, la Haute Autorité a publié plusieurs éditions de son bulletin spécial trimestriel "Rissalet Essoulta". Cette publication qui rend compte des activités de la HAPA, a permis de véhiculer envers les usagers et le grand public plusieurs informations utiles dont des lois et règlements relatifs à la presse et à la communication audiovisuelle, des appels à manifestation d'intérêt, des actes et décisions de la Haute Autorité, ses avis et communiqués de presse, etc.

En éditant ce bulletin spécial, la HAPA, a réussi à en faire un outil de communication qui renforce les liens multiples l'unissant au grand public et aux professionnels de la communication. La Haute Autorité y a présenté sa vision de la régulation et a fait connaître les principes et les idées qui fondent son action. Ce bulletin a été aussi une tribune où la Haute Autorité accueille les critiques, les suggestions et les

opinions plurielles au service de la liberté de presse et de la préservation du pluralisme et du développement des médias.

b- Lancement du site Web de la HAPA

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a fait de son site Web : www.hapa.mr une fenêtre informatique ouverte sur l'extérieur qui



se veut la partie visible de grands changements traduisant la volonté de la Haute Autorité de jouer pleinement le rôle de régulateur du secteur des médias, dans un esprit communicatif de transparence et d'ouverture.

Le site a régulièrement offert aux usagers plusieurs informations utiles : les lois et règlements relatifs à la presse et à la communication audiovisuelle, les prototypes de cahiers de charges, les appels à manifestation d'intérêt, les décisions et les communiqués de la HAPA, ses rapports annuels, son règlement intérieur. Il comporte également une fenêtre visiteur pour recueillir les remarques et observation et des liens utiles pour le public.

c- Autres canaux institutionnels et médiatiques de communication

La Haute Autorité a utilisé régulièrement d'autres canaux de communication pour véhiculer ses messages en direction des acteurs du secteur, rendre compte de ses activités et faire connaître les principes et les points saillants de son action régulatrice.

C'est ainsi qu'elle a organisé, chaque fois que besoin était, des réunions d'information, de sensibilisation et de concertation avec les journalistes, les responsable de médias, les syndicats et autres acteurs du secteur (voir ci-dessus).





7

COOPERATION



VII. COOPERATION

Au cours de ces dernières années la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a noué d'excellentes relations de coopération et de partenariat au niveau national, régional et international.

a- Une coopération nationale renforcée

Au niveau national, la Haute Autorité a initié un partenariat fructueux avec les journalistes, les médias et les acteurs politiques et de la société civile, qui lui a permis, nous l'avons vu, de gagner la confiance de ses partenaires et d'imposer le respect du pluralisme, des dispositions légales et des règles professionnelles.

La HAPA a aussi engagé un partenariat avec la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) avec laquelle elle a organisé plusieurs réunions pour étudier les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale. Conscients

de la convergence des objectifs et de la complémentarité des missions de leurs institutions, les Présidents et les membres de ces deux institutions se sont donnés une vision commune de l'action à entreprendre et sont convenus de la nécessité de renforcer la coordination pour mieux remplir leurs mandats respectifs de régulateurs nationaux.

Cette coopération a permis aux deux institutions de réussir leurs actions complémentaires aux cours des élections de 2013 et 2014 en assurant une couverture médiatique des campagnes électorales, qui reflète le caractère pluraliste de





notre démocratie et la diversité des partis et des opinions politiques dans le pays.

b- Vers un pool de régulateurs mauritaniens

La HAPA a organisé, le 29 août 2012, en commun accord avec ses homologues mauritaniens, une rencontre de concertation et d'échanges d'expériences entre les instances de régulation nationales pour harmoniser les méthodes et renforcer l'action régulatrice au service du pluralisme démocratique et du développement durable. Ces échanges fructueux ont permis de capitaliser les acquis des différentes instances régulatrices nationales, au-delà de la diversité de leurs secteurs d'intervention, de jeter les lumières sur leurs atouts et avantages comparatifs pour créer les synergies et unir les forces afin de relever les défis communs.

La HAPA a saisi cette occasion pour inviter ses homologues à œuvrer ensemble pour la création d'un mécanisme de coordination qui servira d'espace de communication, de concertation et d'échange entre les différentes autorités nationales de régulation.

Les Présidents et les membres des instances régulatrices, présents, ont hautement apprécié l'organisation de cette rencontre et exprimé leur adhésion totale à l'idée de créer un réseau national de régulateurs.

c- Une présence active au niveau régional et international

Au niveau bilatéral, Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a été proactive et dynamique en initiant des prises de contacts, des rencontres et des réunions en vue de renforcer sa coopération avec les gouvernements et les autorités de régulation des médias dans plusieurs pays, dont le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la France, l'Espagne, la Suisse, la Turquie, Chypre, le Portugal, l'Italie, les Etats Unis d'Amérique, le Soudan, le Niger, le Tchad, la Guinée Conakry, le Burkina Faso, le Bénin, la Croatie, la Tunisie, le Liban, le Cameroun, la Moldavie, etc. Elle a participé à plusieurs conférences, rencontres et colloques régionaux et internationaux regroupant les régulateurs et parfois les responsables des médias de différents espaces maghrébins, africains, arabes, islamiques et euro-méditerranéens. A différentes occasions, le président de la HAPA a reçu à Nouakchott



et à l'étranger lors de ses participations aux réunions régionales et internationales, des personnalités et des délégations de haut niveau : présidents d'instances de régulation, membres de gouvernements, représentants d'organismes internationaux, diplomates, représentants de fédérations de journalistes et éminents experts d'organismes de régulation et de communication.

Cette présence active dans les sphères de régulation à travers le monde a permis à la HAPA d'adhérer à plusieurs réseaux d'instances régulatrices au niveau régional, continental et international, notamment le Réseau des Instances de Régulation de la Méditerranée (RIRM), le Réseau des Instances Africaines de Régulation de la Communication (RIARC), le réseau des Autorités de Régulation de la Francophonie (REFRAM) et le Réseau des instances de régulation des pays islamiques (IBRAF). Elle a régulièrement participé aux rencontres de ces instances ainsi qu'à la réunion régionale des Médias du Maghreb Arabe. Au sein de ces réseaux, la HAPA a joué un rôle actif dans l'impulsion d'une nouvelle dynamique de coopération favorisant les échanges et la réflexion, la capitalisation des expériences, le transfert des connaissances et la mutualisation des expertises. Elle a précieusement contribué

à l'identification des problèmes communs et à la réflexion sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour relever les défis en matière de régulation des médias.

Avec d'autres partenaires multilatéraux comme l'UNESCO, l'ISESCO, le PNUD, l'OIF, etc., la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a organisé plusieurs rencontres et signé des accords de coopération.

Elle a souvent saisi ses occasions pour présenter son action et ses préoccupations, et faire connaître l'expérience mauritanienne en matière de libéralisation des médias, d'extension du champ des libertés, d'aide publique à la presse privée et de régulation du secteur médiatique.

Dans ses discussions au niveau bi et multilatéral, la Haute Autorité a toujours réussi à sceller des partenariats qui répondent à ses préoccupations et aux mandats de ces différents interlocuteurs. C'est dans ce cadre que plusieurs organisations internationales, qui avaient apprécié l'expérience mauritanienne en matière de libéralisation et de régulation du secteur des médias, ont consenti à la Haute Autorité des appuis visant à contribuer au renforcement de ses capacités et à la formation des journalistes et des acteurs du secteur de la communication.



Grace à sa présence active au sein des réseaux de régulation et ses relations de coopération avec différents partenaires, la HAPA a pu durant ces dernières années réaliser les acquis suivants :

- Porter la voix de la Mauritanie dans les rencontres régionales et internationales sur la régulation des médias, et présenter les contributions mauritaniennes à la réflexion sous régionale et mondiale sur les problématiques liées aux défis de la régulation du secteur de la communication. Cette présence active a permis à la HAPA de vulgariser, à travers le monde, l'expérience de la Mauritanie en matière de libéralisation de la communication, d'extension du champ des libertés de presse et d'expression, d'aide publique à la presse privée et de régulation du secteur médiatique. Elle a mis en lumière le renforcement de l'arsenal juridique soutenant la liberté de presse en Mauritanie qui a permis un meilleur classement de notre pays par nombre d'organisations.
- Saisir les opportunités offertes par les partenaires pour former à l'étranger un nombre important de son personnel technique dans différents domaines dont l'exploitation des logiciels de monitoring des médias, le contrôle du pluralisme de l'information, la régulation en période électorale, etc.
- Se doter de moyens techniques indispensables à l'accomplissement des missions de régulation. Dans ce cadre la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) du Maroc a accordé

à la HAPA des facilités exceptionnelles pour l'acquisition d'un logiciel « HMS » sophistiqué pour le suivi des programmes de radios et de télévisions ;

- Organiser plusieurs ateliers de formations au profit des journalistes mauritaniens et maghrébins, et des journées de réflexion et de concertation avec les responsables de médias, les journalistes, les acteurs politiques et les acteurs de la société civiles autour de thématiques pertinentes comme la couverture médiatique des périodes électorales, la responsabilité du journaliste, la mission de service public en matière de communication, les médias et le civisme électoral, la couverture médiatique des conflits armés, etc.
- Enrichir l'expérience des membres du Conseil de la HAPA et des cadres de l'institution à travers leurs participation aux rencontres de haut niveau sur les problématiques de la régulation des médias et leurs contributions aux débats et réflexions organisées par les réseaux de régulation sur les sujets qui préoccupent les régulateurs au niveau régional et mondial. A différentes occasions la HAPA a été chargée par les organisateurs de ces rencontres de présenter des communications qui ont concouru à la promotion de l'action régulatrice et à l'identification de solutions adéquates aux problèmes de régulation du secteur médiatique ;
- Contribuer au plaidoyer pour l'adoption par le Réseau les Instances de Régulation de la Méditerranée (RIRM), de l'Arabe

comme langue officielle à côté de l'Anglais et du Français. C'est au cours d'une assemblée plénière tenue en Novembre 2014 à Nouakchott que les régulateurs méditerranéens ont pris cette importante décision.

- Engager, en partenariat avec la HACA du Maroc, un plaidoyer soutenu pour la création d'un réseau des instances régulatrices des pays islamiques, et la

redynamisation de la coopération entre les instances de régulations des Etats maghrébins et entre les pays du nord et du sud du Sahara ;

- Contribuer à l'enracinement de la représentation non stéréotypée des femmes dans les médias audiovisuels, et au respect de l'équité du genre, de la dignité de la personne humaine et de l'altérité dans les contenus médiatiques.

Election de la Mauritanie à la Présidence du RIRM :

Le Réseau Méditerranéen des Autorités de Régulation des pays riverains de la Méditerranée (RIRM) a tenu en 2014 une réunion à Nouakchott au cours de laquelle plusieurs points ont été examinés notamment l'indépendance des Autorités de Régulation et les solutions aux problèmes auxquels font face les organes d'information publics.

Au cours de cette réunion, la Présidence du Réseau Méditerranéen des Autorités de Régulation a été confiée à la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel de Mauritanie qui assurait en 2013 la vice présidence de cette institution. Ouvrant les travaux de cette rencontre, le nouveau Président en exercice du RIRM, Président de la HAPA a souligné que les assises de Nouakchott constituent un espace de réflexion, de concertation, d'échange d'expériences et de compétences mais offrent aussi des perspectives meilleures pour un partenariat solide entre régulateurs de l'espace méditerranéen.

Il a invité les participants à un examen attentif des contraintes qui pèsent dans le présent et l'avenir sur la mission de régulation, l'ambition

d'indépendance de ces Autorités, l'efficacité de leurs actions et la bonne gouvernance qui doit prévaloir au niveau des médias.

Au cours de la réunion de Nouakchott, le réseau a intégré la Tunisie comme 5ème pays arabe membre avec la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Mauritanie. Il a accepté également la candidature de la Moldavie qui devient le 26ème Etat membre du Réseau Méditerranéen des Autorités de Régulation des pays riverains de la Méditerranée.

Pendant le Mandat mauritanien à la tête du RIRM, plusieurs groupes de travail ont été mis en place en vue d'améliorer l'action du Réseau. Poursuivant en profondeur la réflexion entamée lors de la réunion de Limassol (Chypre) de 2013 sur la vocation du RIRM et ses mécanismes d'action, dans l'objectif d'insuffler à ce dernier une nouvelle dynamique, la Mauritanie a présidé un groupe de travail qui a formulé des propositions concrètes à l'Assemblée Plénière. D'importantes autres recommandations ont été formulées en ce sens par le groupe de travail chargé des perspectives de développement des Autorités méditerranéennes de Régulation qui



s'est réuni en Suisse sous la présidence de la Haute Autorité et le groupe de travail chargé de la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre dans les médias audiovisuels dont les assises ont été tenues au Maroc.

La Commission technique du Réseau Méditerranéen des Autorités de Régulation des

pays riverains de la Méditerranée que préside la Haute Autorité a tenu une réunion à Zagreb les 8 et 9 Juillet 2015 en vue de préparer l'Assemblée Générale annuelle. Les participants ont examiné le niveau d'application des recommandations de la réunion de Nouakchott et proposé l'ordre du jour de la réunion plénière du RIRM prévue en République de Croatie.



8

CONCLUSION





VIII- CONCLUSION:

Au cours de ces dernières années, la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a su réguler un flot communicationnel massif et réussi à imposer le pluralisme de l'information et de l'expression. Elle a œuvré sans relâche au respect des dispositions légales et des règles professionnelles par les journalistes et les médias. Grâce à ses orientations, le Fonds d'Aide publique à la Presse privée a été rigoureusement géré pour répondre à une demande croissante, compenser la modestie des ressources et optimiser l'impact de l'aide sur le développement des médias nationaux. Les années 2013 et 2014 ont connu plusieurs élections (présidentielle, législatives et municipales) où la Haute Autorité a réussi une couverture médiatique équilibrée au cours de campagnes électorales marquées par des rivalités ardentes mais sereines.

La HAPA a également renforcé la coopération avec ses pairs au niveau régional et international et contribué au rayonnement de la Mauritanie à l'extérieur et à la promotion de son expérience en matière de régulation des médias.

Les succès enregistrés par la HAPA résident dans la philosophie de concertation et de souplesse fondatrice de toute son action de régulation. En effet, la Haute Autorité, fidèle à son approche pédagogique a toujours valorisé la concertation entre tous les acteurs de la communication, et privilégié l'ouverture, la flexibilité et la tolérance. Jetant les bases d'un partenariat inclusif et participatif, qui combine l'entente, la patience et l'ouverture d'esprit, la HAPA a créé un modèle de régulation propre à l'institution et ajusté, autant que les dispositions légales le permettent, à la mesure d'une presse audiovisuelle novice et pas encore habituée aux rigueurs de la régulation.

Ainsi, la Haute Autorité, au lieu de s'ériger en tribunal pour surveiller et poursuivre des médias en herbe ou juger de manière expéditive les néophytes des salles de rédaction, a préféré approcher les acteurs de la communication afin de dissiper leurs incertitudes et d'"apprivoiser"

le caractère rebelle de leurs attitudes vis-à-vis de ce nouveau concept qu'est la régulation. Pour ce faire, elle a œuvré à la création d'un climat de confiance et de compréhension entre partenaires, car il fallait apaiser les esprits en dissipant toute idée qui associe l'action de régulation à une quelconque volonté de restreindre les libertés.

À cet effet, la HAPA a su avec patience et méthode expliquer les principes et les enjeux de l'action régulatrice, soulignant qu'elle ne doit s'exercer que dans l'intérêt général, la transparence et le respect des valeurs de pluralisme, d'égalité et de justice. Elle n'a cessé de rappeler que l'ensemble des acteurs du secteur, y compris son régulateur, constituent une communauté d'intérêts et de respect, partageant, en termes de réussite ou d'échec, un destin commun qui exige la vie en symbiose, la concertation et l'union des forces pour relever les nombreux défis.

Affirmant que dans le contexte médiatique national, les mesures disciplinaires doivent être un ultime recours après avoir épuisé tous les moyens didactiques, la HAPA, soutient dans sa philosophie que la sanction pure et simple n'est





l'œuvre que des partisans du moindre effort, et ne cesse de rappeler que la seule application des mesures coercitives n'est pas une fin en soi et encore moins un critère de succès en matière de régulation. Pour la Haute Autorité, l'indicateur réel de la réussite de tous, le régulateur en premier, est de faire correctement décoller le secteur médiatique et d'œuvrer ensemble à lui garantir un avenir sûr en mettant ses acteurs au diapason du professionnalisme et de l'approche droit.

L'atteinte de cet objectif, indispensable à la garde et à la sauvegarde de notre démocratie, ne saurait véritablement réjouir la Haute Autorité, que lorsque elle n'est pas entachée de mesures astreignantes et surtout qu'on y arrive sans suspendre aucun média ni interdire sa parution ou sa diffusion.

C'est à travers cette démarche proactive, que la HAPA a mis l'accent sur l'encadrement et l'anticipation. Dans ce cadre elle a organisé une série de réunions de concertation, des journées d'échanges et des ateliers de réflexion et de formation sur l'éthique et la déontologie, les textes régissant le secteur, les principes de régulation, d'autorégulation et de co-régulation. Montrant aux journalistes débutants comment pouvoir convaincre par la probité, l'objectivité, la rigueur intellectuelle et la crédibilité professionnelle, la Haute Autorité s'est aussi donnée comme mission d'imprimer l'esprit de responsabilité dans la pratique journalistique et d'amener les professionnels du secteur à distinguer entre information et diffamation.

L'intérêt porté à l'anticipation n'a pas entraîné la HAPA dans les salines de la censure et des pratiques liberticides. Au contraire, son approche a contribué à classer la Mauritanie

en tête des pays arabes dans le domaine de la liberté de presse et d'expression. Aussi, l'action en amont n'a pas, non plus, détourné la Haute Autorité du devoir de contrôle à posteriori. Tout le temps, elle est restée vigilante aux écarts et manquements aux dispositions légales et aux règles professionnelles, prenant chaque fois les mesures appropriées sans se départir de l'esprit de tolérance qui l'habite.

Aussi, grâce à l'approche régulatrice valorisant la souplesse et la flexibilité, la Haute Autorité s'est progressivement imposée pour remplir, en toute confiance, sa fonction de régulateur, amenant les journalistes et les rédactions à être attentifs au respect des lois, à l'éthique professionnelle et à accepter volontairement, chaque fois qu'ils étaient appelés à l'ordre, de s'excuser et de corriger immédiatement les manquements constatés.

wla nécessité de s'ouvrir à une expression pluraliste respectant la diversité culturelle et reflétant les courants de pensée et d'opinion, notamment politique. D'ailleurs, s'il y'a des succès en matière de régulation dont la HAPA peut se sentir fière aujourd'hui, ce sont ceux du respect du pluralisme, de la diversité et de l'accès équitables aux médias. En témoigne la satisfaction de l'ensemble des acteurs politiques exprimée en 2013 et 2014 par lettres à la Haute Autorité ou par voie de presse.

En dépit de tous ses efforts, les médias nationaux demeurent vulnérables sans grandes capacités techniques et opérationnelles. Mais si les efforts restent déployés pour que ce secteur, vital pour notre démocratie, reste entouré de soins et d'encadrement souple et patient, puisse profiter de formations continues et d'appuis répondant réellement à ses besoins de développement, il



s'astreindra de lui-même à une discipline de la profession et pourra jouer le rôle d'une presse professionnelle au sein d'une société démocratique dans un pays multiculturel en voie de développement.

Faut-il souligner enfin, que malgré les progrès incontestablement accomplis, il reste sans doute beaucoup à faire, car les défis qui se profilent à l'horizon sont beaucoup plus nombreux que ceux que la HAPA a cru surmonter au cours de ces dernières années. Mais avec la ferme volonté des membres du Conseil de la HAPA et de son personnel, le soutien de la communauté des medias nationaux et l'appui de tous les partenaires, la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel saura à l'avenir écarter bien des obstacles et avancer sur la voie qu'elle s'est tracée.